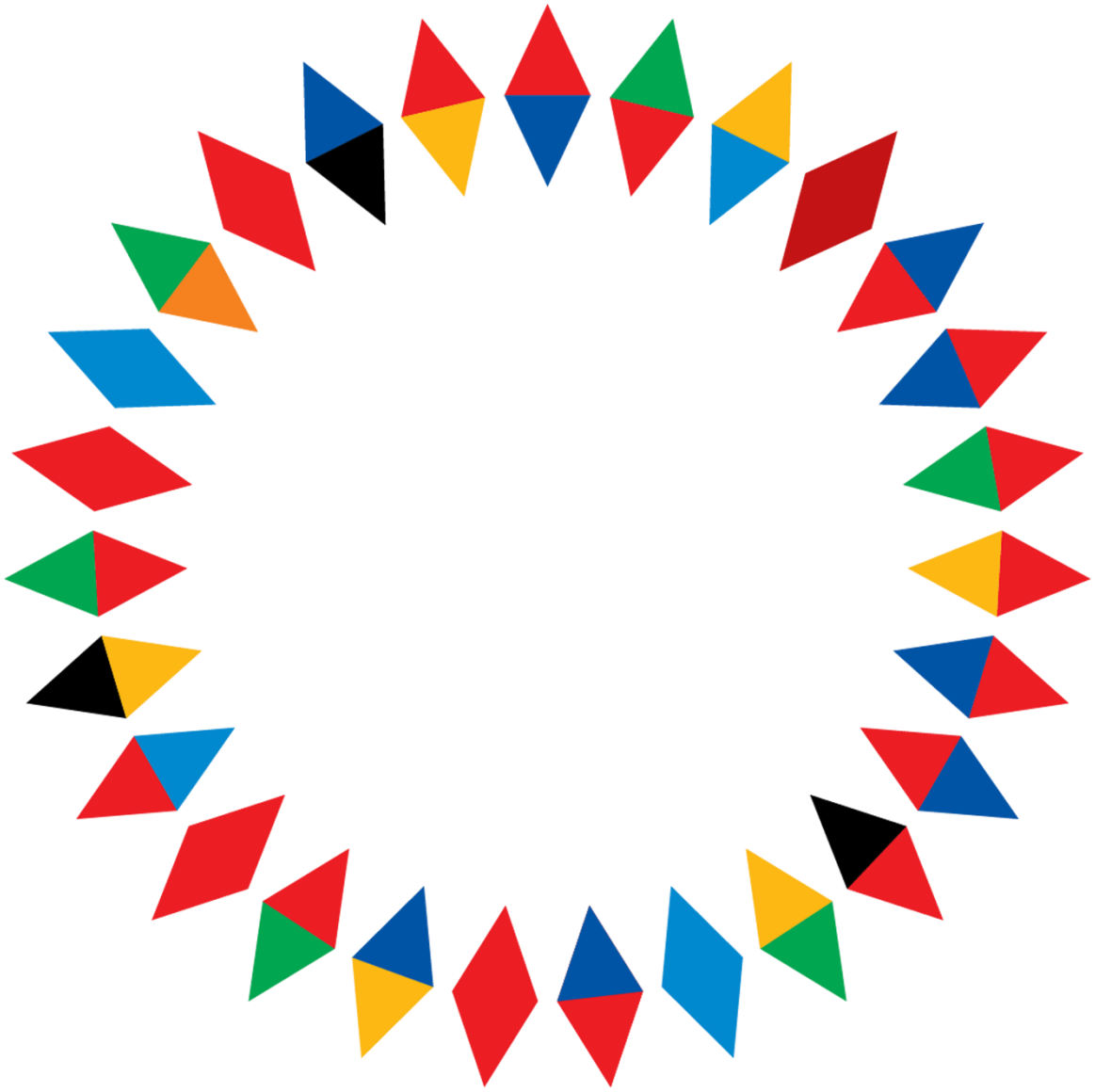
EU2022.CZ



Le programme de la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne

EU2022.CZ

L'Europe comme mission

Table des matières

Priorités de la présidence tchèque du Conseil de l'UE 3

Gestion de la crise des réfugiés et reconstruction de l'Ukraine dans l'après-guerre 3
Sécurité énergétique 5
Renforcer les capacités de défense de l'Europe et la sécurité du cyberespace 7
Résilience stratégique de l'économie européenne 8
Résilience des institutions démocratiques 10

Le programme de la présidence tchèque selon les formations du Conseil de l'Union européenne 12

Conseil des affaires générales (CAG) Rada pro obecné záležitosti (GAC) 13
Cohésion 16
Conseil des affaires étrangères (CAE) 17
Relations extérieures 18
Coopération au développement 21
Politique commerciale commune 22
Défense 24
Conseil « Affaires économiques et financières » (ECOFIN) et financières 26
Conseil justice et affaires intérieures (JAI) 30
Justice 31
Affaires internes 33
Conseil agriculture et pêche (AGRIPECHE) 38
Conseil « compétitivité » (COMPET) 42
Marché intérieur et industrie 43
Espace 45
Recherche et développement 46
Conseil transports, télécommunications et énergie (TTE) 49
Transport 50
Télécommunications 52
Énergie 54
Conseil emploi, politique sociale, santé et protection des consommateurs (EPSCO) 57
Conseil « environnement » (ENV) 63
Conseil éducation, jeunesse, culture et sport (CEJS) 67
Éducation, jeunesse et sport 68
Culture et audiovision 69

L'Europe comme mission

En 1996, lorsque le président tchèque Václav Havel, lors de la remise du prix «Charlemagne», s'est penché sur l'avenir de notre continent dans son discours intitulé «L'Europe comme mission», il a souligné que le futur rôle de l´Europe méritait une réflexion sérieuse et approfondie. Dans le contexte international de l'époque, très favorable aux démocraties occidentales, Havel invitait les Européens à redécouvrir leur conscience et à assumer la responsabilité des défis environnementaux, sociaux et économiques mondiaux. Il n'a pas demandé à l'Europe d'essayer de retrouver son rôle de «chef d'orchestre universel» et d'imposer ses valeurs culturelles au reste du monde. Il pensait plutôt qu'elle devrait servir d'inspiration et d'exemple.

L'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui a radicalement modifié la situation géopolitique de notre continent cette année a démontré en même temps que face à une crise provoquée par des menaces extérieures les Européens sont en mesure d'agir de manière très rapide, efficace et unie, peut-être à la surprise de certains observateurs externes. Or, l'unité européenne n'est pas celle d'une unanimité autoritaire, mais l'unité dans la diversité d'un débat à plusieurs voix guidé par des valeurs communes, qui tend vers un consensus. La culture du dialogue politique et de la recherche de consensus forgée pendant des décennies s'avère être un élément fort du projet européen, et non une faiblesse.

Toutefois, l'agression brutale aux frontières orientales de notre communauté nous a également montré que nous devrons trouver le courage de revoir bon nombre de nos approches et de nos présupposés actuels. C'est pourquoi nous interprétons la devise «L'Europe comme mission», choisie par la République tchèque pour sa présidence du Conseil de l'Union européenne en 2022, non seulement comme l´occasion de mener une réflexion commune, mais aussi et surtout comme un appel à la responsabilité et à une action résolue fondée sur

les valeurs. Si nous voulons être à la hauteur de ce moment historique, nous avons la triple mission de repenser, reconstruire et renforcer l´Europe.

Nous sommes convaincus que la réflexion commune sur les défis européens doit avant tout, dans le contexte actuel, trouver le plus rapidement possible la bonne recette d'une combinaison de politiques qui garantissent la sécurité et la paix sur notre continent et qui guidera l'Union européenne dans sa poursuite des objectifs à long terme des transitions écologique et numérique. Tout celà en permettant de faire face efficacement à la crise actuelle en matière de sécurité, d'énergie, d'aide humanitaire et de résoudre les questions d'urgence économique et sociale engendrées en partie par la pandémie de COVID-19 et exacerbées par l'agression russe.

L'objectif général de la présidence tchèque est de contribuer autant que possible à créer les conditions propices à la sécurité et à la prospérité de l'UE dans le contexte des valeurs européennes de liberté, de justice sociale, de démocratie, d'État de droit et de responsabilité environnementale. L'Union européenne doit s'attacher à assurer la sécurité avec l'OTAN et à garantir la résilience stratégique et la compétitivité de l'économie européenne. L'Union européenne, aux côtés des États-Unis et d'autres États démocratiques non membres de l'UE, devrait devenir une base solide pour une communauté stratégique défendant les valeurs fondamentales, les droits de l'homme, le mode de vie libre et la démocratie libérale. Pour atteindre cet objectif, la République tchèque a délimité les domaines prioritaires suivants pour sa présidence du Conseil de l'Union européenne.

1 Gestion de la crise des réfugiés et reconstruction de l'Ukraine dans l'après-guerre

À la suite de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, la présidence tchèque soutiendra les efforts déployés par l'UE pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine en utilisant tous les instruments et programmes que propose l'UE, y compris le renforcement des sanctions. Dans le but d'assurer la sécurité en Europe, le soutien politique et militaire de l'UE et des États membres en faveur de l'Ukraine est dans l'intérêt vital de l'UE. La présidence tchèque se félicite de l'obtention d'un consensus sur l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et soutiendra ses futurs efforts d'intégration.

L'agression russe a provoqué la plus grave crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'UE doit prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face au mieux à la vague de réfugiés sans précédent constituée surtout de femmes et d'enfants touchés par la guerre en Ukraine. Pour ce faire, il faudra mobiliser toutes les ressources et l'expertise disponibles et les utiliser de manière coordonnée.

La présidence tchèque s'appuiera sur les principes de solidarité, d'efficacité et de flexibilité dans ce domaine. En coopération avec la Commission, l'accent sera mis sur des transferts souples des fonds et sur la mise en place des structures nécessaires pour aider les États membres, les organisations et le secteur civil les plus touchés. La priorité sera accordée à la protection des enfants et à leur accès à l'éducation. La participation des femmes au marché du travail nécessitera des capacités suffisantes en matière d'accueil de la petite enfance et d'activités extrascolaires. La coordination en matière de soins de santé sera également une priorité importante. La présidence tchèque se focalisera sur la mise en œuvre d'une coopération et solidarité européenne efficace, afin que l'intégration à long terme des réfugiés dans les sociétés des États membres de l'UE soit couronnée de succès.

Une autre tâche importante de la présidence tchèque consistera à reconstruire l'Ukraine dans l'après-guerre, en mettant l'accent sur le rétablissement des infrastructures critiques, la fourniture de services essentiels, le renforcement de la résilience ainsi que la reprise et la stabilité économique de l'Ukraine. Une coopération étroite de l'UE avec l'Ukraine et la mise à disposition des fonds nécessaires provenant de tout le monde libre seront essentielles.

2 Sécurité énergétique

L'UE ne peut dépendre de pays qui menacent directement sa sécurité et doit donc s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russe. La présidence tchèque se penchera sur les questions de sécurité énergétique de l'UE, qui ont actuellement pris une place prépondérante dans le cadre de la transition énergétique, et sur la mise en œuvre rapide de l'initiative « REPowerEU ». La diversification des sources d'énergie (y compris sa logistique), les économies d'énergie et l'accélération de la transition vers des sources d'énergie à faibles émissions et renouvelables en font partie intégrante. La présidence tchèque se tient prête à œuvrer à la mise en œuvre de la régulation des stocks de gaz, c'est-à-dire au remplissage des réservoirs avant l'hiver à venir, et à encourager les achats groupés à base du volontariat afin que l'UE utilise ses leviers de la même manière que lors de l'achat de vaccins.

La décarbonation de l'industrie de l'UE et le passage du gaz naturel à l'hydrogène sont également importants, ce qui nécessitera la mise en œuvre d'un plan ambitieux de développement des infrastructures, du stockage et des terminaux pour l'hydrogène. Le paquet Fit for 55 constitue la base de la politique de décarbonation de l'Union. Toutefois, la présidence tchèque accordera la priorité à la mise en œuvre de l'objectif principal à court terme, à savoir l'élimination de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes. La présidence tchèque s'intéressera également à l'efficacité énergétique (EED) et à l'utilisation des énergies renouvelables. Dans le même temps, il est essentiel de développer les infrastructures énergétiques afin de renforcer la résilience énergétique de l'UE dans son ensemble. Enfin, l'accent sera mis sur le rôle de l'énergie nucléaire dans la sécurité énergétique de l'UE et dans la mise en atteinte des objectifs climatiques de l'UE.

Dans le domaine du transport, la présidence se focalisera sur la réduction des émissions, la promotion de modes de transport respectueux de l'environnement et les infrastructures pour les carburants de substitution, condition préalable essentielle au développement d'une mobilité propre. Dans le même temps, elle se concentrera sur le développement du réseau transeuropéen de transport

(RTE-T) afin de faciliter les flux de transport entre les États membres tout en favorisant la décarbonation des transports.

La présidence tchèque se penchera également sur la mise en œuvre d'une combinaison appropriée d'instruments permettant de réduire les conséquences sociales et économiques néfastes des prix de l'énergie déjà élevés. La transition vers la neutralité carbone doit s'accompagner de mesures sociales efficaces, telles que la promotion des économies d'énergie des ménages, qui deviennent de plus en plus importantes compte tenu des pressions inflationnistes et de la hausse des prix de l'énergie.

3 Renforcer les capacités de défense de l'Europe et la sécurité du cyberespace

Compte tenu de l'instabilité croissante à l'échelle mondiale, la présidence tchèque se concentrera sur le renforcement de la sécurité et des capacités de défense, notamment en partenariat avec l'OTAN. L'accent sera mis spécifiquement sur le soutien à la mise en œuvre des tâches clés identifiées dans le cadre de la boussole stratégique. Il est essentiel de développer une coopération à long terme sur les systèmes militaires stratégiques. Outre la mise en place des capacités nécessaires, y compris des capacités de soutien qui s'appuient sur les technologies existantes, la présidence tchèque se focalisera sur la coopération et les investissements visant à réduire la dépendance technologique, en particulier en ce qui concerne les technologies nouvelles et disruptives, et sur le renforcement de la résilience des chaînes de valeur critiques nécessaires à ces technologies. Il est également essentiel de renforcer la base industrielle de technologie et de défense au sein de l'Union.

Dans le même temps, la présidence tchèque se penchera sur les cybermenaces et le contexte géopolitique des nouvelles technologies (et de l'espace). Elle mettra également l'accent sur le développement rapide de la boîte à outils hybride, la lutte contre la désinformation et la sécurité du cyberespace. La présidence tchèque accordera une attention particulière à la cybersécurité des institutions, organes et agences de l'UE, ainsi qu'à la connectivité spatiale sécurisée à l'échelle mondiale. Nous veillerons à ce que l'UE, avec ses partenaires démocratiques, façonne activement le débat international au sein des organisations internationales afin de renforcer la sécurité et la stabilité du cyberespace.

4 Résilience stratégique de L'économie européenne

La pandémie de COVID-19 et l'agression russe contre l'Ukraine ont déclenché un choc inflationniste, augmenté l'incertitude sur les marchés et révélé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'invasion russe a provoqué la plus grande perturbation des marchés des produits de base au cours des cinquante dernières années. L'UE doit réduire considérablement sa dépendance à l'égard de régimes hostiles ou instables. La réponse à ce défi pour l'UE ne peut néanmoins résider dans la recherche d'une autosuffisance totale. Pour renforcer la résilience stratégique, il est essentiel d'encourager la compétitivité technologique sur la base de ses propres capacités de production, tout en approfondissant le libre-échange avec les États démocratiques dans le monde.

De l'alimentation aux produits pharmaceutiques et aux puces semi-conducteurs, il convient de comprendre en détail les chaînes d'approvisionnement et leurs vulnérabilités et, par la suite, de renforcer leur résilience. Il convient de garantir aux entreprises européennes la disponibilité de matières premières et de composants stratégiques. Une attention particulière sera accordée à la sécurité des chaînes d'approvisionnement de technologies de l'information. La présidence tchèque se penchera sur l'accélération du processus de conclusion d'accords commerciaux avec des États démocratiques et sur l'approfondissement de la coopération transatlantique dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies (TTC) UE-États-Unis, en mettant l'accent sur la coopération stratégique, y compris des mesures communes pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le soutien apporté par les politiques d'investissement de l'UE, en particulier la politique de cohésion, jouera un rôle crucial dans tous ces domaines.

L'accélération de la numérisation et de l'automatisation de l'industrie européenne est également essentielle, car elle permettra d'accroître la compétitivité de la production de l'UE, en particulier dans les secteurs stratégiques. Une économie circulaire plus efficace contribuera à réduire le besoin d'importations de matières premières.

La manière dont seront mises en œuvre les transitions verte et numérique doit favoriser la convergence vers les régions les plus développées. Dans le même temps, il convient de soutenir le développement des compétences des Européens nécessaires pour s'adapter à l'évolution de la situation, condition préalable à la compétitivité mondiale de l'Union européenne.

Enfin, il convient d'approfondir encore le marché intérieur, en particulier dans le domaine des services et de l'économie numérique, tout en améliorant le climat des affaires. Ceci comprend le soutien à la science,la recherche et l'innovation, qui renforcera la compétitivité des entreprises européennes. Afin d'approfondir qualitativement le marché intérieur numérique, la présidence tchèque mettra l'accent sur l'adoption d'un outil paneuropéen permettant d'établir l'identité du citoyen de manière sûre et fiable, sur le portefeuille européen d'identité numérique, et sur la création d'un marché des données efficace et équitable.

5 Résilience des institutions démocratiques

L'agression russe nous a rappelé avec un sentiment d'urgence que la prospérité et la stabilité à long terme de l'Europe reposent sur des mécanismes démocratiques qui soient en état de fonctionner. La présidence tchèque se focalisera donc sur le renforcement de la résilience des institutions qui jouent un rôle essentiel dans le maintien et le développement des valeurs de la démocratie et de l'Etat de droit dans l'UE. Il s'agit notamment du financement transparent des partis politiques, de l'indépendance des médias de masse et du dialogue ouvert avec les citoyens.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe a créé un espace unique pour les citoyens, et en particulier les jeunes, pour débattre de l'avenir de l'Europe et donner une impulsion aux futures politiques de l'Union. La présidence tchèque vise à utiliser ces idées et à créer un espace permettant de poursuivre le débat. Tout au long de l'Année européenne de la jeunesse 2022, la présidence mettra l'accent sur l'amélioration du dialogue avec les jeunes et sur la promotion de leur participation aux processus politiques.

En outre, la présidence tchèque se penchera également sur le respect et le renforcement des libertés et des valeurs européennes dans l'environnement hors ligne et en ligne. L'alignement des conditions pour les entreprises européennes et non européennes, notamment en ce qui concerne leurs impacts sur l'environnement et le climat ainsi que leur respect des droits de l'homme, permettra de développer des échanges commerciaux sur les marchés ouverts. De concert avec d'autres États démocratiques, la présidence tchèque œuvrera à ce que les libertés et les droits fondamentaux soient respectés dans l'environnement numérique et à ce que les normes mondiales s'appuient sur une approche centrée sur l'humain. Dans un certain nombre de domaines liés aux nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, l'UE a l'occasion de tirer parti du fait qu'elle est à l'avant-garde dans ces domaines et qu'elle possède par conséquence la possibilité de fixer les normes au niveau mondial. La présidence tchèque souhaite également contribuer à renforcer la transparence des cryptomonnaies et à réduire le risque d'abus.

Dans le contexte international, elle mettra en œuvre le plan d'action européen en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, en utilisant des instruments pertinents, dont les éventuels régimes de sanctions. Elle renforcera les capacités de soutien à la société civile et aux médias indépendants, ainsi que la résilience des pays partenaires face aux cybermenaces et aux menaces hybrides.

Le programme de la présidence tchèque selon les formations du Conseil de l'Union européenne

EU2022.CZ

Conseil des affaires générales (CAG)

La présidence tchèque veillera à ce que le CAG joue son rôle clé dans la préparation des réunions du Conseil européen, y compris dans la préparation des conclusions du Conseil européen. En fonction de l'évolution de l'agression russe en Ukraine et d'une éventuelle nouvelle vague de la pandémie de covid-19, elle soutiendra la coordination des États membres de l'UE dans des domaines clés, notamment l'atténuation de l'impact de l'agression russe en Ukraine, la reprise socio-économique en Europe ou la réponse globale face au covid-19. Cette formation du Conseil abordera également le thème de l'élargissement et les discussions sur l'État de droit et la mise en œuvre des résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

La présidence tchèque considère l'élargissement de l'UE comme étant un outil stratégique essentiel de l'Union européenne pour le maintien de l'Europe comme un espace de paix, de stabilité et de prospérité. Face à l'agression russe et après l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie et la confirmation de la perspective européenne à la Géorgie, la présidence tchèque s'soutiendra la poursuite de leur intégration à l'UE ainsi que l'orientation européenne des pays du voisinage oriental. La présidence tchèque s'efforcera d'apporter des changements concrets dans le processus de négociations sur l'élargissement de l'UE et de soutenir les pays des Balkans occidentaux dans leur intégration européenne. Pour cela, le progrès des candidats sera décisif, tant sur le plan des principes clés concernant le fonctionnement de l'état de droit et le partage des valeurs de l'Union européenne que dans la transposition de l'acquis sectoriel de l'UE pertinent.

La présidence tchèque mettra l'accent sur le renforcement de la capacité de l'UE à faire face aux menaces hybrides et cybernétiques. Elle coordonnera les positions des États membres, orientera les discussions futures concernant le domaine de la cyber diplomatie, poursuivra les discussions sur l'unité cybernétique conjointe et mettra en œuvre la stratégie de cybersécurité de l'UE. En ce qui concerne le domaine de la lutte contre les menaces hybrides, la priorité sera donnée à la mise en place de la « boîte à outils hybride de l'UE » qui définit les mesures à prendre pour constituer une réponse conjointe des pays de l'UE face aux menaces hybrides. En ce qui concerne la cybersécurité, la présidence tchèque se consacrera en priorité à l'orientation générale du Conseil sur la proposition de règlement visant à assurer un niveau élevé de cybersécurité dans les

institutions, organes et agences de l'UE.

L'agenda pour une démocratie plus résiliente est devenu essentiel en conséquence de l'agression russe contre l'Ukraine et la détérioration de l'environnement sécuritaire dans le voisinage immédiat de l'UE. La présidence tchèque soutiendra ainsi la mise en œuvre du Plan d'action pour la démocratie européenne et s'efforcera de progresser dans l'examen des propositions législatives dans le cadre du paquet de mesures visant à protéger l'intégrité du processus électoral de l'UE, ainsi que dans la discussion sur la proposition de la réforme électorale de l'UE initiée par le Parlement européen. Il veillera également à renforcer la participation démocratique aux élections et à garantir l'indépendance des médias.

La présidence tchèque va modérer la discussion sur le thème du respect de l'état de droit. En s'appuyant sur le rapport annuel de la Commission européenne sur l'État de droit dans l'UE, il est prévu de poursuivre les discussions sur la situation dans l'UE ainsi que dans les différents États membres, tout en veillant au respect du principe d'objectivité et d'égalité de traitement entre les États membres. Dans le cadre des procédures en cours, tenues au titre de l'article 7 du TUE contre la Pologne et la Hongrie, la présidence tchèque prêtera une attention particulière concernant l'approche constructive de toutes les parties concernées pour apporter une solution à la situation actuelle.

La conférence sur l'avenir de l'Europe est une plate-forme de discussion qui, avec la participation des citoyens de l'UE et d'un large éventail d'autres acteurs, a abouti le 9 mai 2022 à la publication de 49 propositions et d'une série de mesures définissant l'orientation possible de l'avenir de l'UE. La présidence tchèque reconnaît l'importance de cette conférence et du fait de sa conclusion durant la présidence française, elle va poursuivre la discussion, selon les spécifications du Conseil européen, sur la mise en œuvre de ses résultats, et cela dans le plein respect de la répartition des compétences des institutions de l'UE et conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Au cours de la présidence tchèque, le GAC continuera de se concentrer sur les relations entre l'UE et le Royaume-Uni (RU) qui reste un partenaire important de l'UE dans les relations commerciales, étrangères et aussi en matière de sécurité.

COHÉSION

Le format de cohésion permet un débat formel au niveau ministériel sur la politique de cohésion. La présidence tchèque souhaite se concentrer sur un débat politique formel sur le rôle de la politique de cohésion après 2027 en vue d'adopter les conclusions du Conseil. Compte tenu de l'évolution actuelle de la situation (les conséquences de l'agression russe en Ukraine), la CE a présenté une proposition législative visant à aider les États membres à faire face aux impacts de la crise actuelle. Elle sera débattue durant la président tchèque.

La politique de cohésion est essentielle pour renforcer la convergence économique et sociale de l'UE. À cette fin, la présidence tchèque mènera un débat politique à différents niveaux qui se conclura par l'adoption des conclusions du Conseil sur la politique de cohésion. Le but est de mettre en évidence le potentiel de cette politique pour renouveler et renforcer la résilience face à la crise provoquée par l'agression russe en Ukraine et la pandémie de covid-19, ainsi que sa contribution aux objectifs de numérisation et de transformation équitable de l'EU. Tout en mettant l'accent sur les meilleures pratiques et expériences, le maintien du soutien de toutes les régions et la continuité sont absolument essentiels. Il s'agit de la seule politique qui cible les régions et favorise leur convergence. C'est aussi la principale source de ressources financières pour renforcer deux transformations européennes majeures : numérique et écologique.

Bien que le débat politique sur la forme de la politique de cohésion après 2027 soit l'objectif principal de la présidence tchèque, au vu de la législation prévue, il sera nécessaire de se concentrer sur son fond, basée sur les appels des États membres à la Commission européenne à mobiliser des fonds européens pour faire face à l'impact de l'agression russe en Ukraine sur les économies des États membres les plus touchés, y compris par la modification de la législation existante. La Commission européenne a répondu à cet appel et a proposé fin juin des modifications aux règlements pour les périodes 2014-2020 et 2021-2027. Au cours de la présidence tchèque, ces propositions seront négociées.

EU2022.CZ

Conseil des affaires étrangères (CAE)

RELATIONS EXTÉRIEURES

La présidence tchèque soutiendra une UE unie et efficace dans les relations extérieures et contribuera activement à chercher un consensus entre les États membres. L'une des principales priorités sera d'approfondir davantage le lien transatlantique dans le but de renforcer l'unité stratégique. La présidence tchèque tentera également de renforcer les relations avec les pays qui partagent des valeurs communes afin de relever les défis systémiques dans le cadre des relations extérieures. Sur le plan géographique, la présidence tchèque va concentrer ses efforts sur les relations de l'UE avec l'Europe de l'Est, notamment en mettant l'accent sur l'Ukraine, sur les relations avec les Balkans occidentaux, l'Indopacifique et le Sahel. La présidence tchèque s'efforcera de coordonner au maximum les activités de l'UE dans le domaine des relations extérieures, et en particulier les activités du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, du Service européen pour l'action extérieure et de la Commission.

En réaction à l'agression militaire russe contre l'Ukraine, la présidence tchèque soutiendra les efforts de l'UE visant à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La présidence tchèque soutiendra la poursuite du processus d'intégration de l'Ukraine dans l'UE après l'obtention du statut de candidat. Elle soutiendra également la poursuite de l'aide humanitaire immédiate offerte par l'UE à l'Ukraine, ainsi que les efforts de stabilisation et de reconstruction à plus long terme. La présidence tchèque soutiendra la poursuite de l'utilisation des instruments de l'UE pour fournir des armes à l'Ukraine. La présidence tchèque initiera une nouvelle réflexion sur la politique de l'UE à l'égard des pays du voisinage oriental et soutiendra les intérêts des pays du « trio associé » (Géorgie, Moldavie, Ukraine) dans le but d'approfondir leur intégration avec l'UE. La présidence tchèque prêtera également attention à la Russie, notamment en veillant à l'application et au respect des régimes de sanctions et à leur extension ultérieure, et en garantissant que les auteurs de crimes contre le droit international commis pendant la guerre en Ukraine répondent de leurs actes. La présidence tchèque contribuera également à définir une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de la Russie.

La présidence tchèque soutiendra le dialogue politique entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux et traitera en priorité l'impact dans cette

région de l'agression militaire russe en Ukraine. Une attention particulière sera accordée à l'évolution de la situation de la Bosnie-Herzégovine et à la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo. La présidence tchèque va également se consacrer au développement des relations de l'UE avec les pays de l'Espace économique européen (AELE), ainsi qu'à l'organisation des relations futures de l'UE avec la Suisse et la négociation de l'Accord d'association avec Andorre, Monaco et Saint-Marin.

La présidence tchèque va œuvrer au renforcement des liens transatlantiques et au soutien de la coopération entre l'UE et les États-Unis dans le domaine de la politique étrangère. Elle s'intéressera aux questions de défense et de sécurité, notamment la sécurité énergétique et la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'à celles du domaine de l'économie et notamment de la coopération au sein du Conseil du commerce et des technologies UE-USA (CCT). Dans ce contexte, la présidence tchèque s'efforcera également d'organiser des réunions de haut niveau entre l'Union européenne et les États-Unis. La présidence tchèque soutiendra également l'approfondissement du partenariat stratégique UE-Canada et l'utilisation efficace de l'Accord économique et commercial global (AECG).

La coopération avec les pays asiatiques (en mettant l'accent sur le format UE-ASEAN) et la région Indopacifique dans son ensemble sera importante pour la présidence tchèque, en particulier dans le contexte de la stratégie de coopération de l'UE dans l'Indopacifique. Dans ce contexte, la présidence tchèque mettra l'accent non seulement sur la coopération économique, mais également sur la sécurité et la coopération politique ainsi que sur l'organisation d'activités spécifiques dans la zone Indopacifique. L'accent sera également mis sur la coopération pratique dans le cadre de la connectivité avec l'Asie. La présidence tchèque fera suite au dialogue de haut niveau dit dialogue de Prague orienté sur l'Indopacifique qui aura lieu en juin 2022 à Prague. Elle va également participer aux préparatifs du sommet UE-ASEAN prévu pour le mois de décembre à Bruxelles.

La présidence tchèque continuera à soutenir les efforts internationaux de l'UE pour stabiliser le Sahel sur la base de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour le Sahel. Elle abordera également les questions soulevées au cours du sommet UE-Afrique qui a eu lieu en février 2022.

La présidence tchèque poursuivra le processus de finalisation de post-Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. En Amérique latine et dans les Caraïbes, elle va œuvrer au développement du commerce mutuel, de la protection des droits de l'homme et au renforcement de la démocratie et de l'État de droit.

La présidence tchèque soutiendra la mise en œuvre pratique de la Stratégie globale de l'UE en matière de connectivité qui vise à accroître la visibilité et à renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial.

La présidence tchèque s'efforcera de renforcer la politique commune de sécurité et de défense dans le contexte de la mise en œuvre de la Boussole stratégique et se concentrera sur la promotion d'un multilatéralisme efficace fondé sur le respect du droit et des règles internationaux. La priorité de la présidence tchèque sera de renforcer la résilience en tant que concept fondamentale de l'approche de l'UE face aux menaces externes et internes, en particulier la résilience contre la désinformation et la communication stratégique au niveau de l'UE. Dans ce contexte, la présidence tchèque s'efforcera de saisir activement les opportunités de la géopolitique des nouvelles technologies. Les aspects extérieurs de la lutte contre le terrorisme seront également un sujet important, l'accent étant mis sur les défis actuels découlant de l'agression russe en Ukraine, la mise en œuvre de la Boussole stratégique et les conclusions du Conseil sur la dimension extérieure de la lutte contre le terrorisme.

La présidence tchèque se concentrera sur les aspects externes de la sécurité énergétique de l'UE, en particulier sur l'identification de sources et de fournisseurs énergétiques alternatifs à ceux de la Russie. Dans le cadre de la transition écologique, la présidence tchèque promouvra également la diplomatie verte et la coopération de l'UE avec les pays tiers sur les questions transversales liées au climat et à l'environnement climatiques et environnementales transversales, y compris les préparatifs de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27). Dans le contexte actuel de la crise migratoire , la dimension extérieure de la politique migratoire de l'UE gagne également en importance. La présidence tchèque se concentrera sur l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays tiers d'origine et de transit. La présidence tchèque ciblera aussi la gestion des impacts de l'arrivée de réfugiés d'Ukraine sur les relations

extérieures de l'UE et la protection des plus vulnérables, notamment des enfants.

La présidence tchèque se concentrera sur la mise en œuvre des instruments existants pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie et du régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Dans le contexte de la réponse à l'agression russe en Ukraine et à l'impact continu de la pandémie de covid-19, la présidence tchèque va promouvoir le lien entre les activités humanitaires, de développement et de sécurité dans le cadre de la coopération humanitaire et de de développement, en particulier en ce qui concerne le renforcement de la résilience et la réduction des risques de catastrophes et renforcement de la sécurité alimentaire.

La présidence tchèque soutiendra la poursuite de l'aide humanitaire et de stabilisation de l'UE à l'Ukraine. Elle est prête à soutenir l'élaboration des propositions présentées pour la reconstruction de l'Ukraine (outil et plateforme Rebuild Ukraine), à lancer l'élaboration d'un programme complet de reconstruction et de résilience à travers un travail inter-régional et à organiser à cet effet une conférence sur la reconstruction. La mobilisation des moyens provenant de l'UE, des autres grands donateurs et du secteur privé sera cruciale pour concevoir un soutien complet à la reconstruction de l'Ukraine. Suivant la réforme de l'architecture financière européenne pour le développement, la présidence tchèque soutiendra l'implication du secteur privé, mettra l'accent sur les financements mixtes et les garanties et s'efforcera d'impliquer efficacement les banques de développement nationales dans les instruments financiers de l'UE.

L'ordre du jour du Conseil reflétera également les étapes nécessaires à la mise en œuvre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI-Global Europe) et en particulier l'amélioration des synergies entre les institutions européennes et les États membres et les partenaires de mise en œuvre conformément à l'engagement «working better together». La présidence tchèque soutiendra la mise en œuvre des initiatives dites « Team Europe » qui sont en lien avec des initiatives géopolitiques, telles que la Stratégie Global Gateway, les résultats du sommet UE - Union africaine ou les mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine.

La présidence tchèque se concentrera sur la réduction des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience (RRC), notamment dans le contexte du changement climatique, la réponse aux impacts de la pandémie de covid-19 et la sécurité alimentaire dans le monde. Elle déploiera ses efforts pour accroître la cohérence des activités humanitaires, de développement et de stabilisation de l'UE, en mettant l'accent sur la stabilité, la prospérité, la santé et l'éducation ainsi que la sensibilisation et l'alphabétisation numérique. Dans le cadre du développement, elle s'intéressera également à la question de l'approvisionnement en eau potable et de la protection des ressources en eau, au développement de la gestion des déchets et de manière globalement à l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans le contexte de l'agression russe en Ukraine, la présidence tchèque s'efforcera de projeter la RRC et la résilience également dans le domaine des conflits et de leurs impacts, notamment sur la sécurité alimentaire, la résilience énergétique et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité dans les pays partenaires.

Dans le domaine humanitaire, il s'agira de mettre en place des priorités contenues dans la communication de la CE «Sur l'action humanitaire de l'UE : nouveaux défis, mêmes principes» établie en mars 2021. Pour cela, la présidence tchèque s'efforcera de faire participer pleinement les États membres, i ceci dans le cadre du concept d'une meilleure coopération entre l'UE et les pays membres, les institutions financières et les autres acteurs concernés, tout en respectant les principes d'inclusion et de transparence.

La priorité traditionnelle de la République tchèque, et cela pas seulement dans le cadre de sa présidence, est la bonne gouvernance et les institutions démocratiques. La présidence tchèque s'engage à promouvoir ce thème comme un thème transversal.

POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Dans le cadre de la politique commerciale, la présidence tchèque soutiendra, conformément à ses priorités de longue date, la coopération avec des pays tiers partageant les mêmes visions concernant les accords de libre-échange. Elle est importante non seulement pour diffuser les valeurs de l'UE au niveau mondial, mais aussi pour garantir les matières premières et les produits nécessaires au marché

européen afin de renforcer l'autonomie stratégique ouverte et la résilience de l'économie de l'UE. La présidence tchèque se concentrera sur la réforme de l'OMC, l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et les États-Unis et, dans le contexte de l'agression russe en Ukraine et des ambitions de la Chine, sur les questions de commerce et de sécurité telles que les investissements étrangers.

Les efforts visant à diversifier les flux commerciaux par le biais d'accords commerciaux reposent à la fois sur les intérêts de l'UE à long terme et sur les efforts actuels visant à renforcer la résilience de l'économie de l'UE, à garantir l'approvisionnement des matières premières et des produits stratégiques et à soutenir la reprise postpandémique de l'économie de l'UE. La présidence tchèque soutiendra l'avancement dans les négociations, ou la finalisation et la ratification des accords de l'UE avec les pays tiers, et cela notamment dans la région de l'Amérique latine et de l'Indopacifique. La recherche d'un consensus entre les États membres sur la communication de la CE sur le commerce et le développement durable, que la présidence tchèque souhaite faciliter, pourrait contribuer à la négociation ou à la conclusion de ces accords.. L'une des priorités sectorielles importantes pour la présidence tchèque est également la facilitation du commerce numérique, tant au niveau bilatéral qu'au sein de l'OMC.

La base du fonctionnement du commerce international est un système commercial multilatéral efficace fondé sur des règles. Par conséquent, les priorités de la présidence tchèque incluent la réforme de l'OMC, ou l'implémentation des conclusions de la conférence ministérielle de juin 2022.

L'un des sujets clés pour la présidence tchèque est le renforcement des partenariats stratégiques avec des pays partageant les mêmes valeurs. . Le développement des relations transatlantiques, actuellement institutionnalisées notamment au sein du Conseil du commerce et des technologie UE - États-Unis (TTC) figure parmi les priorités essentielles. La coopération transatlantique restera cruciale à l'avenir, notamment pour trouver une réponse aux activités non marchandes et commercialement restrictives de la Chine, ainsi qu'à la rupture des relations commerciales avec la Fédération de Russie en réaction à l'agression russe en Ukraine.

Concernant la législation commerciale, la présidence tchèque s'efforcera de négocier la position du Conseil et

éventuellement initier un trilogue sur la révision du règlement système de préférences tarifaires généralisées (SPG) dont le but est d'éliminer ou de réduire les droits de douane pour certains pays en voie de développement. Il est également possible d'initier un trilogue concernant le règlement de sécurité pour la protection contre les pressions économiques dont l'objectif est de décourager les pays tiers d'influencer les décisions de l'UE et des États membres en restreignant les échanges et les investissements mutuels. En outre, la présidence tchèque se concentrera sur la réforme du système d'arbitrage en matière d'investissement dans le but de créer un Tribunal multilatéral des investissements.

DÉFENSE

Dans le domaine de la défense, la présidence tchèque se consacrera au soutien de l'Ukraine, au renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN et à l'implémentation des thèmes clés de la boussole stratégique qui résultent d'une discussion stratégique sur l'orientation future de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Ces priorités vont se projeter dans les domaines thématiques spécifiques dont l'objectif est de renforcer la capacité de l'UE à jouer un rôle actif au niveau mondial, de renforcer la coopération européenne en matière de défense et de développer la capacité à faire face aux menaces hybrides.

Dans le domaine de la défense, la présidence tchèque soutiendra la mise en œuvre des sujets clés de la Boussole stratégique. Dans le domaine de la gestion des crises, l'accent sera mis sur le renforcement de la capacité de l'UE à être active dans le monde, ce qui nécessite, entre autres, de développer des capacités de réaction rapide et de rationaliser les missions et opérations de la PSDC. La présidence tchèque sera également attentive aux possibilités de développer des instruments essentiels au soutien que l'UE apporte à l'Ukraine pour contrer l'agression russe. Il s'agit notamment des mesures d'assistance dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix (FEP) et de la mobilité militaire. Au sujet de la question de la mobilité militaire, la présidence tchèque se concentrera sur l'unification des procédures nationales au sein de l'UE pour le transfert de troupes sur le territoire des pays membres et le développement de la coopération entre l'UE et l'OTAN dans ce domaine.

La présidence tchèque considère le développement des capacités et le renforcement des capacités de

défense européennes comme un point crucial pour améliorer la sécurité de l'UE dans le contexte d'une instabilité mondiale croissante et de l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine. L'une des priorités sera donnée à la promotion de la coopération avec l'OTAN pour éviter, dans le cadre de la planification de la défense, la fragmentation des efforts ou la duplication des processus, et d'apporter davantage de cohérence aux initiatives des organisations particulières. La présidence tchèque cherchera également des moyens pour prioriser de manière plus efficace et cohérente le développement des capacités (CDP), d'identifier les opportunités de coopération multinationale (CARD) et de soutenir leur réalisation (PESCO, FED). La présidence tchèque se concentrera sur l'implémentation efficace du FED et sur le développement de la recherche et développement conjoints en matière de défense , afin de soutenir une base industrielle de défense innovante et compétitive, ainsi que pour réduire la dépendance technologique.

Concernant le pilier résilience, la présidence tchèque se concentrera sur les thèmes des menaces hybrides et cybernétiques, de l'espace et des nouvelles technologies. La présidence tchèque soutiendra les travaux de préparation visant à élaborer une stratégie sur les aspects de sécurité et de défense de l'utilisation de l'espace.

En ce qui concerne le partenariat, l'accent sera mis sur l'amélioration de la coopération, notamment avec l'OTAN précitée, mais aussi avec d'autres partenaires traditionnels de l'UE. Dans le même temps, la présidence tchèque veillera à élargir les partenariats avec d'autres acteurs, notamment en approfondissant la coopération sur le terrain dans les différents lieux de déploiements. .

Dans le contexte de l'agression russe en l'Ukraine, la Commission européenne a analysé les manquements existants en matière d'investissements dans le domaine de la défense et a proposé de nouvelles initiatives qui sont nécessaires pour renforcer la base technologique et industrielle européenne. Les conclusions du Conseil européen de mai 2022 définissent les tâches à accomplir pour aller de l'avant et la présidence tchèque compte y participer. La plus grande attention sera accordée à la préparation du règlement relatif à un instrument à court terme dont l'objectif est de soutenir l'industrie européenne de la défense par le biais d'achats conjoints et au lancement de la préparation du règlement établissant un Programme européen commun d'investissement dans la défense (PECID).

EU2022.CZ

Conseil « Affaires économiques et financières » (ECOFIN)

Les activités de la présidence tchèque au sein du Conseil ECOFIN seront influencées par de nombreux facteurs, notamment la hausse des prix qui est à son plus haut niveau depuis plusieurs décennies en conséquence de l'agression russe en Ukraine et des effets persistants de la pandémie de covid-19 et se reflètent dans la situation économique instable au niveau mondial et européen. Les débats en cours sur les mesures en faveur de la transition écologique et numérique influenceront également la fixation des priorités. À cet effet, le Conseil ECOFIN mènera, sous la direction de la présidence tchèque, des discussions sur la coordination des politiques économiques, incluant l'implémentation des instruments adoptés pour soutenir la reprise et la résilience ainsi que leur financement. Elle abordera également les mesures immédiates qui répondent à l'impact économique de l'agression russe en Ukraine ainsi que l'établissement d'un cadre à long terme pour la reconstruction économique de l'Ukraine. Ces travaux interagiront avec les projets prioritaires à long terme du Conseil ECOFIN concernant la gouvernance économique, l'union bancaire, l'union des marchés des capitaux et l'implémentation de l'accord global de l'OCDE dans le domaine des taxes. L'une des principales tâches de la présidence tchèque sera également la négociation du budget de l'UE pour l'année 2023.

Dans les domaines de la politique économique et de relance de l'UE, la présidence tchèque sera responsable pour la gestion de la mise en œuvre de facilité pour la reprise et la résilience (FRR), incluant les discussions et l'approbation des propositions de décisions d'exécution du Conseil (CID) restant et la mise à jour des Plans nationaux de relance et de résilience (PNRR) en lien avec la définition de leur allocation finale et prise en compte de l'initiative REPowerEU. La proposition de règlement introduisant des modifications ciblées du règlement FRR et d'autres réglementations dans le cadre de REPowerEU sera également discutée. L'objectif de la présidence tchèque est la conclusion rapide d'un accord au sein du Conseil et l'ouverture de trilogues avec le Parlement européen dans le but d'approuver la proposition dans les meilleurs délais.

Dans le contexte de l'agression russe en Ukraine, la présidence tchèque abordera les questions liées à la fois à la mise en place de l'aide financière à court terme et à la définition d'un cadre pour la reconstruction de l'Ukraine. Ainsi, La présidence tchèque s'efforcera de développer rapidement l'Instrument pour la reconstruction de

l'Ukraine. La présidence tchèque accorde une priorité importante au débat portant sur la bonne définition des politiques budgétaires à moyen et long terme, y compris une éventuelle réforme des règles budgétaires. La présidence tchèque se concentrera également sur la préparation du cycle du Semestre européen 2023.

Dans le domaine des services financiers, la présidence tchèque va promouvoir la garantie de la stabilité du marché financier au niveau national et européen. La tâche principale sera Bâle III (CRD VI/CRR III) dans le secteur bancaire, où la présidence tchèque s'efforcera de parvenir à une approche commune au sein du Conseil. Dans le domaine du marché des capitaux, la présidence tchèque soutiendra son développement et s'efforcera de faire avancer la révision du règlement concernant les marchés d'instruments financiers MiFIR qui devrait contribuer à un meilleur fonctionnement des marchés des capitaux, et dans les négociations sur la création d'un point d'accès unique européen pour les données financières (ESAP) qui établit l'accès aux informations accessibles au public relatives aux entreprises et aux produits d'investissement. Lors des trilogues, la présidence tchèque mènera des négociations concernant le projet de norme européenne relative aux obligations vertes (EUGBS), la révision du règlement sur les fonds d'investissement à long terme (ELTIF) ou une révision de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (AIFMD), dans le but de parvenir à un accord politique pour les deux premiers. Dans le domaine de l'assurance, la présidence tchèque poursuivra le progrès de la présidence française concernant les négociations autour de la directive relative au redressement des banques et la résolution de leurs défaillances (IRRD).

Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT), la présidence tchèque soutiendra activement la création de règles et de cadres institutionnels plus efficaces et plus compréhensibles dans la continuité des travaux entrepris sur le paquet législatif actuel.

Dans le domaine des taxes, la présidence tchèque s'efforcera de simplifier le système fiscal, de lutter contre l'évasion fiscale et de réduire le nombre d'exonérations fiscales injustifiées. En ce qui concerne, les impôts indirects, la présidence tchèque considère comme essentiels les travaux intensifs sur la modification de la directive sur la taxation des produits énergétiques et

de l'électricité. Dans le domaine des impôts directs, la présidence tchèque a l'intention de traiter les propositions législatives actuelles, notamment en relation avec les accords mondiaux issus de l'OCDE/G20 en réponse aux défis dans le domaine de la fiscalité internationale des sociétés multinationales liés à la numérisation et à la mondialisation de l'économie ou dans le domaine du renforcement de la transparence fiscale. La mise à jour de la liste de l'UE des juridictions non coopératives sera également traitée en priorité.

La présidence tchèque continuera également à négocier le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (en anglais Carbon Border Adjustment Mechanism, CBAM), en essayant d'abord de trouver un consensus au sein du Conseil sur les questions qui n'ont pas encore de réponses définitives, puis en menant les négociations dans les trialogues et en essayant de parvenir à accord politique qui reflèterait l'importance de la compatibilité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La tâche principale de la présidence tchèque sera de parvenir à un accord sur le budget de l'UE pour l'année 2023 ainsi que de négocier un compromis acceptable entre le Conseil et le Parlement européen. Au cours de la présidence tchèque, le Conseil ECOFIN discutera également de la possibilité d'introduire de nouvelles ressources propres de l'UE à partir du 1er janvier 2023. La présidence tchèque traitera à la fois des propositions de la CE en ce qui concerne la révision du règlement financier (domaine des amendes et refonte de l'ensemble du règlement) et de la poursuite des discussions sur le thème du soutien financier à l'Ukraine.

Enfin, lors de la présidence tchèque, une attention particulière sera accordée à la protection des investissements provenant des investisseurs des États membres de l'UE sur le marché de l'UE. La présidence tchèque représentera également l'UE dans certains forums internationaux, tels que les réunions annuelles du Fonds monétaire international ou les réunions régulières des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20.

Dans le domaine des douanes, une proposition de réforme de l'union douanière sera présentée pendant la présidence tchèque sous la forme d'un paquet législatif de modifications à apporter basés sur l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du code des douanes de l'Union.

EU2022.CZ

Conseil justice et affaires intérieures (JAI)

JUSTICE

Dans le domaine de la justice, la présidence tchèque se concentrera en particulier sur l'action commune de l'UE en matière de coopération judiciaire et d'autres aspects des affaires pénales à la suite de l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie, y compris les enquête sur d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité ainsi que le gel, la saisie et l'éventuelle cession ultérieure de biens des personnes figurant sur la liste des sanctions de l'UE. Dans le domaine du droit pénal, la présidence tchèque se concentrera également sur la révision de la directive sur la protection pénale de l'environnement. Dans le domaine du droit civil, la priorité est d'accroître la protection des personnes vulnérables dans toute en particulier les enfants ou les adultes vulnérables. Un point important pour la présidence tchèque sera la discussion des règlements dans le cadre du paquet de coopération judiciaire numérique. La présidence tchèque continuera également à soutenir pleinement le processus de négociation de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme.

À la suite de l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie, un certain nombre d'activités et de mesures ont été jusqu'à présent initiées à travers lesquelles l'UE et ses États membres ont répondu à cette agression de la Fédération de Russie et de la Biélorussie qui soutient la Fédération de Russie. Une grande attention est accordée à la nécessité de mettre en place une coopération plus efficace avec la Cour pénale internationale de la Haye (CPI), dont le procureur a immédiatement ouvert une enquête sur d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité à la suite de l'agression militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie. L'Eurojust joue un rôle important dans la coopération entre la CPI et les États membres de l'UE, dans le cadre de laquelle a été mise en place une équipe d'enquête commune afin de coordonner les enquêtes nationales ainsi que pour collecter et partager des preuves. Dans le même temps, un amendement au règlement d'Eurojust a été déposé et adoptée de manière accéléré. Cette dernière créera, pour Eurojust, une base juridique pour la préservation, l'analyse et le stockage des preuves liées au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre. Un groupe de travail dédié au gel et à la saisie a été créé pour coordonner les actions des États membres de l'UE visant à geler, saisir et éventuellement à disposer ultérieurement des avoirs des personnes figurant sur la liste des sanctions de l'UE. La présidence

tchèque est prête à coordonner et à lier davantage les différentes activités et démarches dans le domaine de la coopération judiciaire ainsi que dans d'autres aspects judiciaires en matière pénale. Dans ce contexte, la présidence tchèque prendra également des mesures pour adopter formellement une proposition de la décision du Conseil relative à l'extension de la liste des « eurocrimes » visées à l'article 83, paragraphe 1, du TFUE concernant les violations des mesures restrictives de l'UE et discutera également d'une proposition de directive sur la récupération et la confiscation de biens.

La présidence tchèque considère la protection de l'environnement par le droit pénal comme l'une de ses priorités au sein du Conseil JAI. La présidence tchèque perçoit l'importance de l'irremplaçable droit pénal pour sa protection contre les conséquences des actes illégaux les plus graves qui menacent ou endommagent l'environnement. Suite à l'adoption d'une orientation générale partielle à la fin de la PFUE sur les articles de la proposition qui prévoient des infractions pénales, la présidence tchèque poursuivra les négociations en vue de parvenir à une orientation générale sur l'ensemble du règlement lors du Conseil JAI de décembre puis de le transmettre à la présidence suédoise dans une forme préparée pour être abordée en trialogue avec le PE.

La présidence tchèque continuera de négocier un ensemble de règles visant à simplifier l'accès aux preuves électroniques.

La question de la numérisation de la coopération judiciaire transfrontalière est également essentielle pour la présidence tchèque. Elle poursuivra ainsi les négociations autour d'un paquet de quatre propositions incluant une proposition de règlement horizontal sur la numérisation de la coopération judiciaire transfrontalière en matière civile et pénale, permettant par exemple aux parties de communiquer avec des juridictions étrangères par voie électronique ou de transmettre des demandes transfrontalières, documents et données par voie électronique, et un projet de directive relative à l'adaptation des instruments existants de coopération judiciaire transfrontalière. Le paquet comprend également une proposition de règlement modifiant le règlement Eurojust et la décision du Conseil relative à l'échange d'informations et la coopération en matière d'infractions terroristes, ainsi qu'une proposition de règlement établissant une plateforme de coopération à l'appui des équipes enquêtrices communes. La présidence

tchèque mènera des trilogues avec le Parlement européen sur les deux propositions susmentionnées. La présidence tchèque négociera des propositions horizontales pour la numérisation de la justice au niveau du Conseil et tentera d'adopter une orientation générale.

En lien avec la récente présentation de la directive SLAPP, qui vise à protéger les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme contre les poursuites vexatoires, la présidence tchèque poursuivra ses négociations et prévoit de parvenir soit à une orientation générale partielle, soit d'organiser un débat d'orientation sur certains aspects de la proposition.

La question de la protection des adultes vulnérables dans l'UE découle de la Convention de La Haye de 2000, qui couvre la protection des adultes, dans des situations internationales, incapables de protéger leurs propres intérêts en raison de limitations ou d'un manque de capacités personnelles . La présidence tchèque soutiendra une discussion approfondie au niveau de l'UE sur un éventuel nouvel outil modifiant la coopération entre les États membres de l'UE dans ce domaine. La présidence tchèque entamera les discussions sur la proposition relative aux situations familiales transfrontalières et à la reconnaissance de la parentalité entre les États membres de l'UE au niveau du groupe de travail du Conseil.

Les discussions, qui durent depuis des années, sur l'adhésion de l'UE à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) du Conseil de l'Europe sont désormais à un stade important et il est envisageable que, lors de la présidence tchèque, elles arrivent à leur fin. La présidence tchèque cherchera à faire progresser les négociations et continuera également à travailler sur les règles internes régissant les relations entre les États membres et les institutions de l'UE dans le cadre de l'adhésion à la CEDH. De plus, elle abordera les questions actuelles relatives aux droits fondamentaux, telles que les modifications concernant le fonctionnement de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE ou les conclusions des rapports annuels de la CE sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

AFFAIRES INTERNES

Dans le domaine des affaires intérieures, la réflexion sur l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine dans les sphères de la sécurité et de la migration, y compris en prenant en compte des nouveaux risques potentiels pour la sécurité, sera un

sujet clé. Concernant les impacts découlant de cette situation sur la dimension extérieure, la présidence tchèque se concentrera principalement sur la coopération avec les pays du Partenariat oriental et les Balkans occidentaux. En outre, la présidence tchèque continuera à discuter des propositions clés dans le domaine des affaires intérieures. Dans ce contexte, l'un des thèmes prioritaires sera de rendre plus efficace la lutte contre les abus sexuels envers les enfants. La présidence tchèque assurera également le suivi des activités visant à assurer le bon fonctionnement et la sécurité de l'espace Schengen, ainsi que la convocation du Conseil de Schengen. La présidence tchèque abordera également la question de l'élargissement de l'espace Schengen à la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie. L'une des priorités sera le domaine de la migration : la présidence tchèque mettra l'accent sur la coopération avec les pays tiers concernés le long des itinéraires migratoires sur des points clés et poursuivra les travaux relatifs à la réforme globale du système de l'UE. Dans le domaine de la politique des drogues, la révision du règlement relatif à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies sera une priorité.

La présidence tchèque mènera une réflexion sur les impacts de l'agression russe contre l'Ukraine en ce qui concerne la sécurité intérieure de l'UE et identifiera les besoins de sécurité communs spécifiques à moyen terme des membres de l'Union. La situation en Ukraine a également un impact majeur sur la coopération avec les pays tiers. Ainsi, la présidence tchèque se concentrera principalement sur les pays du Partenariat oriental et des Balkans occidentaux, mais s'occupera également d'autres pays tiers marqués par les effets de l'agression russe en Ukraine.

Dans le domaine des affaires intérieures, la présidence tchèque continuera également à discuter des principales propositions et initiatives législatives. Compte tenu de la complexité croissante et de l'évolution dynamique des menaces, la présidence tchèque se concentrera sur le renforcement de la sécurité intérieure en améliorant la coopération opérationnelle entre les services répressifs, dans le contexte de la communication de la CE sur la stratégie de l'Union pour la sécurité et des conclusions du Conseil sur la sécurité intérieure et le partenariat européen de police adopté en décembre 2020. L'un des sujets clés sera le renforcement de l'efficacité de

la lutte contre les abus sexuels commis sur les enfants et de la protection des enfants sur Internet. Dans ce domaine, la présidence tchèque ambitionne d'avancer de façon maximale dans les discussions sur la nouvelle proposition législative de la Commission européenne. La présidence tchèque continuera également à discuter des propositions dans le cadre du «code européen de coopération policière», déjà au stade du trilogue.

Un autre sujet important sera le développement de la coopération dans la lutte contre le crime organisé et la grande criminalité. La présidence tchèque continuera à mettre en œuvre la stratégie de l'UE pour la lutte contre le crime organisé définie pour la période 2021-2025 et les objectifs d'EMPACT 2022+. Elle favorisera une intégration approfondie des autorités douanières dans ces activités. La présidence tchèque soutiendra également la mise en œuvre des découlant de la stratégie de l'UE sur la lutte contre la traite des êtres humains pour la période 2021-2025 et du Plan conjoint contre la traite des êtres humains qui vise à assurer une réponse adéquate de l'UE pour réduire le risque de victimes de la traite des êtres humains en provenance d'Ukraine.

La présidence tchèque se concentrera également sur la mise en œuvre des tâches découlant de l'agenda antiterroriste de l'UE ou sur l'échange des premières expériences pratique en matière de l'application du règlement relatif à la prévention de la diffusion de contenus terroristes en ligne. L'agression russe en Ukraine a créé de nouveaux défis en matière sécuritaire dans la région. Une attention particulière sera également accordée à l'impact de la situation actuelle en Afghanistan sur la dimension interne de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Un accent sera également mis sur la protection civile et sur la protection des infrastructures critiques. La présidence tchèque s'efforcera de mener à bien les négociations sur le projet de directive sur la résilience des entités critiques. Dans le domaine de la gestion de crise, la présidence tchèque prendra également en charge l'activation complète du mécanisme l'IPCR à trois reprises (crise migratoire, covid-19, agression russe en Ukraine). En cas de crise soudaine, la présidence tchèque sera également prête à activer cet outil immédiatement.

La réforme de Schengen sera également un domaine clé. La présidence tchèque se concentrera principalement sur l'implémentation de l'interopérabilité des systèmes

d'information dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, notamment en ce qui concerne la mise en service du système d'information Schengen modernisé. La présidence tchèque se concentrera également sur la mise en œuvre de la Stratégie pour un espace Schengen pleinement fonctionnel, sûr et résilient, notamment par l'intermédiaire de révisions des règles pour la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures et le renfoncement de l'efficacité de la gestion des frontières extérieures. Un autre sujet de discussion pourrait être l'élargissement de l'espace Schengen à la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie. Dans le domaine des visas, la présidence tchèque s'occupera principalement de la discussion de la proposition législative sur la numérisation du processus de visa.

La question des migrations, à laquelle l'agression russe en Ukraine a donné une nouvelle dimension, fera également partie des priorités de la présidence tchèque. Une attention particulière sera accordée à la dimension extérieure et à la coopération avec les pays clés situés le long des principales routes migratoires, notamment par la poursuite du développement du cadre opérationnel de coordination de la dimension extérieure des migrations (MOCADEM) ou la mise en œuvre de plans d'action pour la coopération avec les pays tiers clés, axés sur les principaux domaines d'intérêt, en particulier le retour et la prévention de la migration irrégulière. En s'inspirant de sa présidence du Conseil de l'UE en 2009, la présidence tchèque tiendra une conférence ministérielle du Processus de Prague en octobre 2022 à Prague avec la participation des pays des Balkans occidentaux, d'Europe de l'est, d'Asie centrale et de la Turquie, qui visera à réaffirmer et à renforcer les engagements des États dans tous les domaines de coopération.

La présidence tchèque poursuivra également les discussions sur la future forme de la dimension interne de la politique migratoire et d'asile. Selon l'approche dite graduelle initiée par la PFUE , elle poursuivra l'examen de certaines propositions et initiatives législatives présentées dans le cadre des efforts antérieurs de réforme de la politique migratoire et d'asile, puis dans le cadre du nouveau Pacte l'immigration et l'asile. Compte tenu de leur interdépendance, la présidence tchèque favorisera l'intégration globale des propositions vers la création d'un système efficace, durable et équitable basé sur le consensus. Dans ce contexte, elle fera également tout son possible pour prendre en compte l'impact de l'agression russe en

Ukraine. La question de l'instrumentalisation de la migration en réponse aux actions inacceptables de la Biélorussie et de la répétition éventuelle de ce scénario sera également une question importante. Une attention particulière sera également accordée à l'évolution de la situation en Afghanistan et à son possible impact sur la migration et l'Dans le domaine de la politique des drogues, la présidence tchèque s'efforcera de faire avancer au maximum les négociations avec le Parlement européen sur la révision du règlement relatif à l'Observatoire des drogues et des toxicomanies. La présidence tchèque s'intéressera également au trafic de drogue via des environnements virtuels, aux nouvelles tendances dans le domaine de la méthamphétamine en Europe et l'utilisation d'opioïdes synthétiques. L'un des objectifs de la présidence tchèque sera l'adoption des conclusions du Conseil, ou du moins celles de la présidence sur la rationalisation des politiques en matière de drogue et leur harmonisation avec les droits de l'homme. La présidence tchèque visera également à renforcer davantage la coopération de l'UE avec les partenaires extérieurs dans le domaine de la politique antidrogue , cela par le biais de réunions de la Commission des stupéfiants des Nations unies et d'autres organisations internationales, ou en menant des dialogues avec des pays tiers.

La présidence tchèque poursuivra le développement général des relations extérieures dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, notamment dans le cadre de la coopération avec les États-Unis, les Balkans occidentaux et les pays du Partenariat oriental. Les rencontres traditionnelles avec les États-Unis et les pays des Balkans occidentaux seront organisés pendant la présidence tchèque.. Une réunion ministérielle avec l'Ukraine et la Moldavie est également prévue à l'occasion de la réunion informelle des Ministres des affaires intérieurs et de la justice-

EU2022.CZ

Conseil agriculture et pêche (AGRIPECHE)

La présidence tchèque se concentrera sur l'impact de l' agression russe contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire dans le contexte de la situation sur les marchés des matières premières La présidence tchèque s'efforcera de réaliser de nouveaux progrès en matière de durabilité agricole, notamment dans les domaines de l'élevage, de la pêche, des systèmes alimentaires, de la gestion forestière, de l'approvisionnement agricole et alimentaire ainsi que de la conservation de la biodiversité. L'agenda AGRIPECHE peut être divisé en cinq domaines principaux : les règles pour une production agricole et alimentaire durable, la politique commune de la pêche et les quotas de pêche, la protection de la nature et des sols, les questions vétérinaires et les questions commerciales. L'ordre du jour d'AGRIPECHE sera également influencé par les discussions sur les initiatives de la Commission européenne découlant du Pacte vert pour l'Europe.

La présidence tchèque traitera de la transition progressive vers une économie neutre sur le plan climatique et durable, avec des impacts négatifs minimaux sur l'environnement, tout en maintenant la compétitivité de l'Europe dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la sylviculture, et de la pêche ; l'accent sera mis sur la sécurité alimentaire. Dans le même temps, la présidence tchèque veillera à ce que les spécificités de chaque État membre de l'UE soient dûment prises en compte.

Dans le cadre de la protection de l'environnement, la présidence tchèque soutiendra les mesures en faveur d'une production agricole et alimentaire durable dans l'UE et dans le monde, ainsi que les pratiques procédures spécifiques dans la production de quantités suffisantes d'aliments de qualité et sûrs. L'un des éléments clés pour atteindre ces objectifs sera la discussion du projet de règlement sur l'utilisation durable des pesticides. .

La présidence tchèque surveillera également et, le cas échéant, discutera des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie forestière de l'UE à l'horizon 2030 afin d'équilibrer les aspects sociaux, environnementaux et économiques de la gestion durable des forêts et de respecter les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Dans les forums mondiaux, la présidence tchèque veut contribuer à la protection des forêts dans le monde et à la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables

excluant la déforestation et la dégradation des forêts.

Dans ce contexte, la présidence tchèque assurera le suivi de l'orientation générale adoptée sur la proposition législative sur la déforestation et initiera des trilogues avec le Parlement européen.

Le principal objectif de l'élaboration et la révision des règles de l'UE et des accords internationaux sur la fixation des droits de pêche dans les eaux de l'UE et des pays tiers sera de parvenir à des accords politiques. La présidence tchèque mettra l'accent sur le rôle croissant des produits de l'aquaculture marine et, en particulier, des produits de l'aquaculture d'eau douce, en tant que substituts à part entière des produits de la pêche marine. Ainsi, elle cherchera à adopter les conclusions du Conseil sur les principes stratégiques pour une aquaculture plus durable et Suivant les propositions attendues de la CE dans le domaine de l'étiquetage des aliments, la présidence tchèque prévoit de se concentrer sur l'étiquetage des ingrédients des boissons alcoolisées, d'harmoniser les règles pour le nouvel étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages alimentaires, de réviser l'étiquetage des dates de durabilité et de péremption, d'étendre l'étiquetage du pays d'origine et d'établir des profils nutritionnels ainsi que de mener la discussion sur les consultations scientifiques dans ce domaine. La présidence tchèque entamera également des discussions sur la révision de la politique européenne de promotion des produits agricoles sur le marché intérieur et dans les pays tiers. Dans le cadre du développement rural et du renforcement de la position des producteurs dans la chaîne alimentaire, la présidence tchèque s'efforcera de parvenir à une orientation générale concernant la révision des règles d'indication géographique des produits agricoles.

Dans le domaine de la santé animale, elle se concentrera sur la prévention des maladies animales dangereuses, les moyens de minimiser le risque de leur propagation, l'échange d'informations entre les États membres et une approche uniforme de l'UE vis-à-vis des pays tiers. Dans le domaine du bien-être animal, la présidence tchèque réagira à la situation actuelle concernant la révision approfondie annoncée de la législation européenne existante, tout en abordant également des sujets actuellement ouverts. Dans le même temps, elle soutiendra les efforts de la CE visant à interdire l'élevage des poules pondeuses en cage dans l'UE d'ici 2030. Pour réduire l'impact de

l'élevage sur l'environnement, la présidence tchèque discutera de la révision du règlement sur les additifs utilisés dans l'alimentation animale. En outre, elle continuera à soutenir les initiatives en faveur de l'utilisation durable des antimicrobiens et du contrôle de la résistance aux antimicrobiens en médecine vétérinaire.

Dans le domaine phytosanitaire, de l'enregistrement des variétés et de la certification du matériel de reproduction des espèces végétales réglementées, la présidence tchèque participera activement à la révision des règlements de l'UE.

Dans l'éventualité où la Commission européenne publierait un cadre juridique relatif à l'agriculture bas carbone et les cycles du carbone durables, la présidence tchèque prévoit de lancer une réflexion sur ce sujet clé de la CE pour la période à venir.

EU2022.CZ

Conseil « compétitivité » (COMPET)

MARCHÉ INTÉRIEUR ET INDUSTRIE

Les impacts de l'agression russe contre l'Ukraine, la pandémie de covid-19, les pratiques non marchandes de longue date de la Chine et d'autres rivaux systémiques nuisent aux chaînes de valeur de l'UE et exposent les vulnérabilités à long terme de l'économie de l'Union. Au sein du Conseil COMPET, la présidence tchèque se concentrera donc à renforcer la résilience et la compétitivité de l'économie européenne, en mettant l'accent sur la sécurisation des matières premières, des pièces et des produits stratégiques pour les entreprises et les clients européens. L'amélioration du fonctionnement du marché intérieur et la suppression des obstacles aux entreprises seront également d'une importance traditionnelle pour la présidence tchèque. . Elle se concentrera également sur la législation relative à la protection des consommateurs.

Dans le domaine de la politique industrielle de l'UE, la République tchèque se concentrera durant sa présidence au renforcement de l'autonomie stratégique ouverte et à accroître la compétitivité de l'économie européenne. En tant que l'un des pays les plus industrialisés de l'UE, la République tchèque mettra l'accent sur la résilience de l'industrie de l'UE et de ses chaînes d'approvisionnement en tant que composante essentielle de la résilience stratégique de l'économie européenne. La proposition législative clé dans ce domaine est la Loi sur les puces qui vise à assurer la stabilité de l'approvisionnement dans le secteur des semi-conducteurs. L'objectif est l'adoption d'une orientation générale à cet égard. La mise en œuvre de la nouvelle stratégie industrielle européenne et la cartographie des dépendances stratégiques, notamment dans les domaines de la microélectronique, des matières premières, des soins de santé et de l'intelligence artificielle, resteront d'actualité lors de la présidence tchèque.

Au niveau du marché intérieur, il est crucial pour la République tchèque de mettre en œuvre des mesures fondées sur la communication de la CE relative à une meilleure application des règles du marché intérieur. . En particulier, le fonctionnement de la libre circulation des services doit être amélioré. La présidence tchèque se concentrera sur le travail du groupe chargé de l'application de la législation sur le marché intérieur (SMET) du CE. La présidence tchèque entamera également des négociations sur

l'Instrument d'urgence attendu pour le marché intérieur (SMEI) et tentera de faire avancer les négociations le plus loin possible. La présidence tchèque commencera également à discuter du règlement Ecodesign.

En ce qui concerne l'harmonisation technique, la présidence tchèque s'efforcera également de faire avancer toutes les propositions législatives soumises et attendues, c'est-à-dire les propositions concernant les produits de construction et, dans le domaine des véhicules à moteur, les engins mobiles non routiers. De plus, la présidence tchèque se concentrera sur les propositions que la présidence française n'arrivera pas à conclure, dans le but de parvenir à un accord politique. Il s'agit notamment du règlement sur les machines et de la révision du règlement relatif à la normalisation européenne.

Dans le domaine du droit des sociétés, la présidence tchèque tentera de parvenir à une approche générale pour l'initiative sur la gouvernance durable des entreprise, où la priorité sera d'assurer un équilibre entre la réalisation des objectifs visés et la charge administrative pesant sur les entreprises. La présidence tchèque abordera également la proposition de révision de la directive sur l'information non financière afin de parvenir à un accord politique.

Dans le domaine de la concurrence, on peut s'attendre à ce que les négociations sur le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur se poursuivent dans le cadre des trilogues. La présidence tchèque prêtera également une attention particulière au soutien des petites et moyennes entreprises (PME), en se concentrant notamment sur le développement d'activités visant à surmonter les défis auxquels les PME sont actuellement confrontées dans le contexte d'une reprise postpandémique, d'une inflation élevée, de la hausse des prix de l'énergie et des problèmes des chaînes d'approvisionnement.

Dans le domaine de la protection des consommateurs, la priorité de la présidence tchèque sera de faire progresser au maximum la discussion des propositions de règlement sur la sécurité générale des produits, de la directive sur le crédit à la consommation, où il tentera de parvenir à un accord politique avec le Parlement européen. Dans le cas des révisions des directives qui devraient renforcer la protection des consommateurs dans le contexte de la transformation verte, la présidence tchèque s'efforcera de parvenir à une

approche générale. La présidence tchèque examinera également d'autres propositions législatives éventuelles que la CE présentera dans le courant de l'année.

Sur la base de la législation relative à la propriété intellectuelle, la présidence tchèque se concentrera sur la modernisation du système de protection des dessins et modèles industriels dans l'UE afin de pousser la discussion aussi loin que possible et sur la mise en place de la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels, pour lesquelles la présidence tchèque ambitionne de parvenir à une orientation générale.

En matière de tourisme, la présidence tchèque se concentrera sur la question de la préparation d'une stratégie à long terme pour le secteur, en mettant l'accent sur son développement durable et sa reprise postpandémie de covid-19. Dans ce contexte, la préparation de l'Agenda européen du tourisme jusqu'en 2030 sera cruciale, en s'appuyant sur les avancées réalisées par la présidence française et, en particulier, le début des négociations sur la réglementation des locations de courte durée.

L'une des priorités de la présidence tchèque sera une meilleure réglementation, ce qui contribuera à améliorer l'environnement des entreprises dans l'UE et à attirer les investisseurs privés, ce que l'UE cherche depuis longtemps. La présidence tchèque se concentrera sur la réalisation d'objectifs à long terme, notamment sur la réduction de la charge découlant de la réglementation et l'amélioration de la qualité des analyses d'impact et des examens rétrospectifs de la réglementation.

ESPACE

La présidence tchèque se concentrera sur l'espace et les activités spatiales, ceci à un moment où le secteur spatial subit une transformation majeure, dont l'essence est l'entrée massive du secteur privé et l'augmentation rapide de l'application des activités spatiales dans divers secteurs économiques. En réponse à cette tendance, l'UE a mis en place le Programme spatial de l'UE et la nouvelle Agence de l'Union Européenne pour le programme spatial (EUSPA) basée à Prague. La présidence tchèque se concentrera en priorité sur la création du Programme de l'Union pour une connectivité sécurisée qui est un élément clé du Programme spatial.

La présidence tchèque suivra ces tendances et répondra au développement actuel du secteur. La principale proposition législative

discutée au nom de la République tchèque sera un projet de règlement établissant un programme de l'Union pour une connectivité sécurisée, dont l'objectif est de créer un système de centaines de satellites de télécommunications, principalement en orbite basse. Le projet de règlement a été publié dans le cadre du paquet « Espace » adopté en février 2022, en même temps que la communication de la Commission européenne sur la gestion du trafic spatial, et il reviendra probablement à la présidence tchèque de mener les négociations avec le PE.

La République tchèque se concentrera pendant sa présidence également sur le soutien à l'utilisation pratique des données provenant des systèmes satellitaires de l'UE , ce qui pourrait servir de sujet pour les conclusions du Conseil ou la discussion politique des ministres Conseil COMPET.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La présidence tchèque mettra l'accent sur la contribution de la recherche et du développement concernant le renforcement de la préparation ou de la résilience de la société européenne face aux crises socio-économiques ainsi qu'au rôle connexe des infrastructures de recherche en tant qu'élément central de l'écosystème européen de la recherche et de l'innovation et partie intégrante de l'infrastructure critique de l'UE. Dans ce contexte, la présidence tchèque cherchera également à mettre l'accent sur le rôle des infrastructures de recherche dans l'exécution de la politique scientifique ouverte de l'UE et dans la mise à disposition d'équipements scientifiques, de données et de résultats de recherche sur la base d'une approche ouverte. La formation du Conseil de la recherche abordera également le thème des synergies dans la recherche et l'innovation, notamment le financement synergique et cumulatif de projets provenant de sources européennes, nationales ou régionales.

Dans le domaine de la recherche, la présidence tchèque se concentrera sur le rôle des infrastructures de recherche en tant que facilitateur de collections de données uniques, de connaissances de pointe et de technologies les plus avancées, créant ainsi les conditions préalables à la recherche de solutions aux principaux défis sociétaux et à la croissance économique durable à long terme dans l'UE. La présidence tchèque entend souligner qu'à ce titre, les infrastructures de recherche sont aussi un outil permettant de renforcer

la préparation ou la résilience de la société européenne aux crises socio-économiques. La présidence tchèque a également l'ambition de souligner le rôle centrale des infrastructures de recherche dans l'exécution de la politique scientifique ouverte de l'UE et dans la mise à disposition d'équipements scientifiques, des données et des résultats de recherche. Dans le domaine des infrastructures de recherche, la priorité de la présidence tchèque sera l'adoption de conclusions du Conseil, qui devraient appeler les États membres de l'UE à privilégier les investissements visant à financer les infrastructures de recherche dans le cadre de leurs dépenses publiques pour la recherche et l'innovation.

La présidence tchèque se consacrera sur le thème des synergies dans le financement de la recherche et de l'innovation en Europe, notamment en ce qui concerne le financement synergique et cumulatif de projets provenant de sources européennes, nationales, régionales et privées qui représentent une part importante des investissements dans la recherche. La présidence tchèque préparera les conclusions du Conseil relatives aux synergies, reflétant le rapport de la Cour des comptes européenne. Le rapport se concentrera sur la réalisation de synergies entre Horizon 2020 et d'autres instruments, notamment les Fonds structurels et d'investissement européens. La présidence tchèque animera également un débat sur la « Déclaration de Prague », qui sera le résultat de la conférence de la présidence sur ce sujet.

La présidence tchèque soutiendra les discussions autour de l'instrument d'élargissement « widening » du programme-cadre pour la recherche et l'innovation, dont l'objectif principal est de soutenir les États membres dont les résultats en matière de recherche et d'innovation sont plus faibles, y compris la République tchèque. La Cour des comptes européenne publiera un rapport visant à déterminer si cet instrument a contribué à réduire l'écart en matière d'innovation entre les États membres. La présidence tchèque préparera également un projet de conclusions sur ce sujet.

La présidence tchèque soutiendra la discussion et la négociation concernant la communication de la CE sur l'innovation, qui devrait être publiée en juillet 2022 et se concentrera sur l'accès au financement et le soutien à la croissance des entreprises,, les conventions-cadres et la législation, sur une meilleure interconnexion des écosystèmes d'innovation européens, les

performances d'innovation au sein de l'UE, y compris la réduction du déficit et l'identification et le soutien du talent entrepreneurial.

La présidence tchèque s'efforcera de faire progresser les négociations sur la proposition de modification de l'Acte unique européen dans le cadre du programme-cadre Horizon Europe, qui prévoit la réorientation de l'actuelle joint-venture vers le domaine des semi-conducteurs et la mise en place de l'entreprise commune Chips

EU2022.CZ

Conseil transports, télécommunications et énergie (TTE)

TRANSPORT

La présidence tchèque abordera les défis actuels dans le domaine des transports au sein du Conseil TTE, ciblant notamment la réduction des émissions dans tous les modes de transport et la numérisation du secteur. Dans ce cadre qu'est la partie transport du paquet Fit for 55, la présidence tchèque se concentrera spécifiquement, mais pas uniquement, sur la législation concernant la mise en œuvre d'infrastructures pour les carburants alternatifs. Dans l'objectif d'achever le marché intérieur, la présidence tchèque donnera la priorité au développement des infrastructures de transport en mettant l'accent sur les chemins de fer à grande vitesse, dont le point clé est la révision de la politique sur les réseaux de transport transeuropéens qui est actuellement en discussion. La présidence tchèque se concentrera également sur les règles du ciel unique européen dans le domaine du transport aérien, sur l'amélioration de la connectivité dans le transport par voies navigables intérieures et sur la promotion d'une mobilité intelligente et sûre.

La première des priorités de la présidence tchèque pour parvenir à une orientation générale est la révision du règlement sur les orientations de l'Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Cette question porte en particulier sur la facilitation des flux de trafic entre les États membres et la promotion de la cohésion territoriale, économique et sociale. La révision du règlement représente une opportunité pour le développement futur des infrastructures routières, mais aussi ferroviaires et fluviales, indispensables à la décarbonisation des transports, et à leur connexion aux autres modes de transport.

La présidence tchèque a également comme principale priorité la proposition de règlement sur l'implémentation d'infrastructures pour carburants alternatifs (AFIR) en tant que législation clé pour le développement de la mobilité propre. La révision fixe des objectifs pour les États membres en matière de construction de bornes de recharge et de ravitaillement publiques pour voitures et camions. L'accent est mis sur la promotion de la mobilité propre et des carburants zéro émission permettant d'atteindre les objectifs climatiques dans le secteur des transports. L'interopérabilité des systèmes de tarification et de paiement dans l'ensemble de l'UE et la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans les aéroports et les ports seront également abordées.

Les systèmes de transport intelligents seront également l'un des thèmes que la présidence tchèque abordera dans le cadre du « paquet de mobilité efficace et verte », les discussions seront menées autour de la révision de la directive-cadre pour l'introduction de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et pour interfaces avec les autres modes de transport. Cette révision vise à évaluer la disponibilité des infrastructures et des données sur le trafic/les déplacements sur l'ensemble du réseau de transport de l'UE. Elle s'occupera également de la mobilité interconnectée et autonome et de la billettique multimodale.

Le transport aérien sera également un sujet important pour la présidence tchèque, et ce non seulement au sein de l'UE, mais aussi au niveau international. Le rôle de la présidence tchèque sera de coordonner et de présenter la position commune de l'UE pour les réunions au sommet de l'Organisation de l'aviation civile internationale (notamment l'assemblée prévu à l'automne 2022).

La présidence tchèque se concentrera davantage sur les trilogues avec le Parlement européen sur les propositions, en particulier la proposition de règlement établissant des conditions équitables pour le transport aérien durable (ReFuelEU Aviation) ou la révision du cadre du ciel unique européen, soit la mise en place du système européen de gestion du trafic aérien en réponse aux évolutions récentes enregistrées dans le secteur, au besoin de numérisation et à la réduction des objectifs d'émissions liées au trafic aérien.

La présidence tchèque se concentrera également sur le transport par eau. Concernant le transport maritime, il s'agira d'une proposition de règlement sur l'utilisation de carburants renouvelables et bas carbone dans le transport maritime (FuelEU Maritime), soit l'introduction de carburants bas carbone et de limites d'intensité des gaz à effet de serre pour l'énergie utilisée à bord des navires. Dans le domaine de la navigation intérieure, la République tchèque, durant sa présidence, discutera des conclusions du Conseil NAIADES III. Il s'agit d'une communication, pour renforcer le transport par voie navigable en Europe, qui vise principalement à accroître la part du transport multimodal dans le cadre de la navigation intérieure et à le transférer vers un mode sans émissions et à augmenter la numérisation.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Pendant la présidence tchèque, le Conseil des télécommunications restera un acteur clé pour les initiatives majeures dans le domaine de l'agenda numérique et de la transformation numérique. Au cours des discussions au sein du Conseil, la présidence tchèque soutiendra pleinement le développement et la construction de la résilience des télécommunications et l'émergence d'un écosystème numérique durable à long terme basé sur l'idée d'une autonomie stratégique ouverte et la coopération avec les pays tiers (notamment via le Conseil du commerce et de la technologie UE-États-Unis et le Pacifique). La présidence tchèque soutiendra le développement du marché intérieur numérique, la construction d'un écosystème innovant dans l'intelligence artificielle au sein de l'UE et le développement de nouvelles technologies numériques (par exemple la blockchain, la quantique). En raison de l'agression russe en Ukraine, cette formation du Conseil se concentrera également sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des TIC et le renforcement de la numérisation des services publics. La présidence tchèque préparera des conclusions du Conseil sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte de la cybersécurité.

La présidence tchèque reprendra l'accord de la Déclaration européenne sur les droits et principes numériques, qui a été présentée lors de la présidence française. La présidence tchèque attend des négociations trilatérales avec le Parlement européen et la Commission européenne dans le but de parvenir à un accord.

En premier lieu, la présidence tchèque soutiendra le développement de l'économie des données dans l'UE et approfondira ainsi les discussions sur les relations dans le domaine de la détention et du partage des données entre les entreprises privées, les consommateurs et le secteur public (Data Act), et cela également en ce qui concerne la libre circulation transfrontalière des données entre l'UE et les pays tiers. L'objectif du projet de règlement est de créer un environnement propice pour l'utilisation maximale du potentiel économique des données. La présidence tchèque se concentrera sur l'évolution des discussions au sein du Conseil pour aboutir à une orientation générale.

Dans le domaine de la numérisation des services publics, l'objectif de la présidence tchèque sera de trouver un

accord entre les États membres (orientation générale) pour mettre en place une identité numérique européenne qui vise à accroître significativement la disponibilité de services d'identification électroniques sécurisés et fiables via le « portefeuille européen d'identité numérique » (wallet). La présidence tchèque envisage également de lancer des discussions sur une proposition législative visant à ancrer la gestion conjointe de l'interopérabilité des organes de l'administration publique dans les États membres de l'UE. Cette initiative visera à évaluer le cadre d'interopérabilité européen actuel et à évaluer son soutien lors de la création de services publics numériques interopérables.

Concernant les discussions sur la forme des règles pour les systèmes d'intelligence artificielle (loi sur l'IA), la présidence tchèque s'efforcera de chercher ou de trouver un accord entre les États membres de l'UE sous la forme d'une orientation générale. Il reste tout de même crucial de trouver le juste équilibre entre la protection des droits de l'homme, la sécurité des citoyens et la promotion de la compétitivité et de l'innovation des entreprises européennes, ainsi que la question sensible de l'évaluation des risques et de l'interdiction de certains systèmes d'IA. Selon les possibilités et les capacités réelles du Parlement européen (PE), la présidence tchèque pourrait ensuite ouvrir une réunion de trilogue et tenir une réunion d'introduction avec le PE.

En ce qui concerne l'éducation numérique, l'infrastructure numérique, le commerce numérique et la numérisation du secteur public, la présidence tchèque prévoit de conclure un accord sur les objectifs numériques à l'horizon 2030 et de mettre en place un mécanisme de coopération entre les États et la Commission européenne pour aboutir à un processus de transformation numérique réussi (Digital Decade Policy Programme). La présidence tchèque prévoit de reprendre le projet de décision lors de la phase de trilogue. Le DDPP devrait être le premier acte législatif numérique de la présidence tchèque conclu avec succès. L'objectif sera de faire rapidement avancer les négociations aussi bien au niveau politique que technique, en vue de parvenir à un accord final entre les colégislateurs.

Dans le domaine des télécommunications, la présidence tchèque se concentrera sur de nouvelles propositions et initiatives pour soutenir le développement et la viabilité financière des réseaux de télécommunications. Elle lancera une discussion au sein du Conseil sur la

révision de la directive sur la réduction des coûts du déploiement de réseaux (« BB cost reduction ») et éventuellement sur la révision de la décision établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (RSPP). La présidence tchèque préparera aussi la Conférence des plénipotentiaires gouvernementaux de l'Union internationale des télécommunications, qui aura lieu au cours de son mandat et assurera la coordination de l'UE pendant la conférence.

Dans le domaine de la cybersécurité, la présidence tchèque attend l'introduction d'un règlement législatif horizontal sur la sécurité des produits TIC et des services connexes (Cyber Resilience Act). Le thème de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte de la cybersécurité a été choisi comme thème d'actualité propre à la présidence tchèque pour lequel elle préparera des conclusions du Conseil. L'amélioration de la résilience des réseaux et des systèmes d'information dans l'ensemble de l'Union demeure une priorité sur ce plan, tout en respectant la compétence exclusive des États membres dans le domaine de la sécurité nationale. Une proposition importante, sur laquelle la présidence tchèque cherchera à parvenir à l'une orientation générale, sera le règlement sur la cybersécurité dans les institutions, organes, offices et agences de l'Union. Enfin, la présidence tchèque soutiendra les activités de la CE menant au développement de la coopération internationale entre l'UE et les pays numériquement développés qui reconnaissent les valeurs démocratiques et respectent les droits de l'homme. L'objectif sera d'aider la CE dans la poursuite des négociations au sein du Conseil du commerce et de la technologie (CCT) avec les États-Unis, ainsi que dans le cadre du CTT récemment annoncé avec l'Inde. En outre, la présidence tchèque contribuera activement à la conclusion d'autres accords dans le cadre du partenariat numérique indopacifique, notamment avec la Corée du Sud et Singapour, qui s'appuieront sur le partenariat numérique UE-Japon. Ces initiatives renforceront la voix de l'UE dans les instances internationales sur la numérisation et favoriseront l'autonomie stratégique ouverte de l'Europe

ÉNERGIE

L'énergie est l'un des domaines les plus touchés par l'agression russe en Ukraine. Malgré l'existence des mesures unilatérales de la Russie pour limiter l'approvisionnement en gaz,

l'Union européenne s'est engagée à renforcer sa sécurité énergétique et à mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des importations russes de combustibles fossiles d'ici la fin de la décennie. À cette fin, la Commission a publié un plan d'action REPowerEU qui propose des mesures concrètes pour atteindre cet objectif. De plus, la pression pour les changements dans le secteur de l'énergie augmente l'objectif de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 par rapport à 1990 et d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Le niveau d'ambition de la politique climatique est reflété dans les propositions législatives publiées par la Commission européenne dans le cadre du paquet Fit for 55 et ses compléments dans le cadre du plan REPowerEU. Dans ce contexte géopolitique et législatif, la priorité de la présidence tchèque sera la sécurité énergétique, la garantie d'un approvisionnement énergétique stable et abordable et une décarbonisation rentable.

En lien avec les efforts visant à mettre fin à la dépendance à l'égard des importations de ressources fossiles depuis la Russie, la Commission européenne a présenté la communication REPowerEU qui a été suivi du plan d'action REPowerEU, dont l'objectif est avant tout d'accroître la sécurité énergétique de l'UE et d'assurer la diversification des ressources en prévision de la prochaine période hivernale. Le plan vise à atteindre cet objectif par des projets concrets et leur financement. Les États membres mettront à jour leurs plans de relance nationaux sur la base du plan d'action REPowerEU, qui comprend des propositions visant à accroître les ambitions de la législation actuellement en discussion dans le cadre du paquet Fit for 55, des projets de recommandations visant à accélérer le processus d'autorisation des projets SER ou des projets de recommandations concernant les économies d'énergie. Le plan REPowerEU sera l'un des sujets clés de la présidence tchèque.

En termes de sécurité des approvisionnements énergétiques et de décarbonisation, la priorité pour la présidence tchèque sera la négociation de propositions législatives du paquet dit de décarbonisation du gaz (le Règlement sur le marché intérieur des gaz renouvelables, gaz naturel et hydrogène et la Directive sur les règles communes pour le marché intérieur des gaz renouvelables, gaz naturel et hydrogène), pour lesquelles il s'efforcera de parvenir à une approche commune.

Compte tenu de l'engagement à réduire la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles en provenance de la Russie, la présidence tchèque soulignera également le rôle de l'énergie nucléaire et de l'hydrogène à faibles émissions en tant qu'outils efficaces de décarbonisation, notamment dans le cadre des actions de la présidence.

La science, la recherche et l'innovation ont un rôle essentiel à jouer dans le respect de cet engagement non seulement au niveau de la recherche fondamentale, mais aussi lors de l'application des résultats dans les conditions réelles.

Du point de vue des économies d'énergie et de développement des sources d'énergies renouvelables, dont l'importance s'est accrue dans le contexte de la crise géopolitique actuelle, les principales propositions législatives du paquet Fit for 55, à savoir les directives sur l'efficacité énergétique et sur l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, seront également importantes au cours de la présidence tchèque, pour lesquelles la présidence tchèque entamera des négociations dans le cadre de trilogues, suivant les approches générales convenues. Dans le cas de la directive sur la performance énergétique des bâtiments et du règlement sur la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie, la présidence tchèque s'efforcera de dégager des approches générales.

Les priorités non législatives de la présidence tchèque dans le domaine de l'énergie comprendront les négociations autour de la modernisation de l'accord sur la charte de l'énergie, où l'UE cherche, entre autres, à l'adapter aux les tendances actuelles du droit international des investissements et aux ambitions en matière de protection du climat, et la révision du traité instituant la Communauté de l'énergie, dont l'objectif actuel est de progresser dans l'intégration des marchés de l'électricité dans la région.

EU2022.CZ

Conseil emploi, politique sociale, santé et protection des consommateurs (EPSCO)

EMPLOI ET POLITIQUE SOCIALE

Au sein du Conseil de l'UE, la présidence tchèque soutiendra les politiques et les actions de l'Union européenne et de ses États membres visant à respecter les principes du socle européen des droits sociaux dont l'objectif est d'assurer une convergence ascendante continue, la justice sociale, la solidarité intergénérationnelle et la cohésion au sein de l'UE alors qu'elle doit faire face au niveau des marchés de travail et des systèmes de protection sociale, aux impacts de l'agression russe en Ukraine et la vague de réfugiés de guerre entrant dans l'UE, à la hausse des prix de l'énergie associée au risque de montée de la précarité énergétique, aux effets de la transformation numérique et verte et aux conséquences de la pandémie de covid-19.

La hausse des prix de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'évolution de l'économie mondiale, la transition vers une économie neutre en carbone et la recherche de nouvelles sources d'énergie alors que l'UE réduit sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Fédération de Russie compliquent considérablement la situation sociale de nombreux résidents et ménages des pays de l'UE, en particulier les personnes âgées et les familles monoparentales. La problématique de la précarité énergétique est l'un des principaux défis de la cohésion sociale dans l'UE et la présidence tchèque souhaite contribuer à la recherche de solutions efficaces à ce défi.

Faire face à la vague de réfugiés sans précédent, résultant de l'agression russe contre l'Ukraine, requiert la coopération et la solidarité européennes. La présidence tchèque soutiendra l'intégration rapide et efficace des réfugiés, en particulier des femmes et des enfants de l'Ukraine touchée par la guerre, sur le marché du travail et dans la société des États membres de l'UE, notamment en garantissant l'accès de leurs enfants à l'éducation préscolaire et aux services de soins. .

Le vieillissement de la société européenne, l'introduction de nouvelles technologies, la numérisation de l'industrie et des services et la transition vers une économie neutre en carbone nécessiteront d'activer toutes les ressources humaines disponibles, d'adapter les travailleurs et d'améliorer leurs compétences pour pouvoir être compétitifs sur un marché du travail en rapide évolution. La présidence tchèque soutiendra

l'introduction d'outils efficaces pour l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail, des politiques d'apprentissage tout au long de la vie et d'orientation professionnelle grâce à des services éducatifs et des services publics de l'emploi de qualité, la mise en œuvre du paquet de mesures pour l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail, du plan d'Action pour soutenir l'économie sociale et des recommandations de la Commission sur des politiques actives de l'emploi efficaces, incluant l'augmentation de la flexibilité du marché du travail.

La présidence tchèque va œuvrer également pour assurer des conditions de travail de qualité et la protection des travailleurs dans tous les types d'emplois rémunérés. Dans le cadre de cet effort, la priorité de la présidence tchèque sera de parvenir à une orientation générale du Conseil sur la directive relative aux conditions de travail des travailleurs sur les plateformes en ligne et de faire avancer les négociations sur la directive relative à la protection des travailleurs exposés à l'amiante.

La présidence tchèque soulignera l'engagement de l'UE à réduire la pauvreté des enfants à l'horizon 2030, notamment en favorisant leur accès à l'éducation à tous les niveaux et en soutenant les étapes de mise en œuvre de la Garantie européenne pour l'enfance. Dans ce contexte, la présidence tchèque est également prête à entamer des discussions sur le projet de recommandations du Conseil sur la révision des objectifs de Barcelone en vue de son adoption rapide. La présidence tchèque se concentrera sur la nouvelle Stratégie de l'UE dans le domaine des soins axée sur les réformes visant à développer des services de soins de longue durée accessibles, de qualité et financièrement viables et cherchera à discuter et à approuver les recommandations du Conseil sur les soins de longue durée. La présidence tchèque se penchera également sur les moyens pour soutenir les soins informels afin de garantir une vie digne aux personnes dépendantes. La présidence tchèque entamera la discussion du projet de recommandations du Conseil sur la fixation de normes de revenu minimum qu'il considère comme l'un des outils possibles pour lutter contre la pauvreté, tout en garantissant le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

La présidence tchèque soutiendra le développement de l'UE en tant qu'union d'égalité, en tenant compte de la situation des groupes particulièrement défavorisés, tels que

les Roms. Conformément au programme des 18 mois du Conseil et à la déclaration du trio présidentiel relatif à l'égalité des sexes, ladite égalité sera également une priorité du Conseil EPSCO. Par conséquent, la présidence tchèque poursuivra les négociations au sujet du projet de directive visant à garantir la transparence de la rémunération des hommes et des femmes et entamera les discussions sur la proposition visant à renforcer le rôle et l'indépendance des organismes de promotion de l'égalité qui jouent un rôle clé dans la garantie des droits des individus à l'égalité de traitement.

SANTÉ

La présidence tchèque poursuivra la lutte contre la pandémie de covid-19 dans la section santé du Conseil EPSCO et s'efforcera de renforcer la préparation de l'UE à d'autres crise sanitaire. En outre, les priorités de la présidence tchèque seront considérablement affectées par l'agression russe en Ukraine et la crise humanitaire qui en résulte, liée à l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés dans l'UE. Au-delà de ces priorités actuelles, la présidence tchèque considère qu'il est important d'aborder les priorités à long terme de l'UE dans le domaine de la santé, parmi lesquelles figurent l'oncologie, l'espace européen des données de santé publique, les produits pharmaceutiques, les maladies rares et la vaccination.

L'un agendas prioritaires de la présidence tchèque dans le domaine de la santé est le cancer , qui est également l'une des principales priorités de la CE, qui a publié, en février de l'année dernière, un document stratégique intitulé Plan européen de lutte contre le cancer. De plus, un projet de recommandations du Conseil sur le dépistage du cancer sera présenté au cours de la présidence tchèque qui sera discuté par cette dernière et fera l'objet d'une approbation lors du Conseil EPSCO prévu pour le mois de décembre. La présidence tchèque organisera également une conférence sur l'oncologie dont les résultats sous forme d'appel à l'action seront ensuite discutés lors d'une réunion informelle des ministres de la santé au mois de septembre.

La présidence tchèque se concentrera également sur le projet de règlement sur l'espace européen des données de santé publique, qui vise à harmoniser le partage des données de santé sous forme électronique pour la prestation de soins de santé transfrontaliers ainsi que pour la recherche, l'innovation et l'élaboration des politiques. Il est prévu que la première lecture soit achevée pendant la présidence tchèque, qu'un texte de compromis

sur certains chapitres de la proposition soit préparé et discuté, et qu'un rapport d'étape soit présenté au Conseil EPSCO en décembre. La vaccination est également une priorité importante, principalement dans le cadre du renforcement de la confiance en la vaccination et de la lutte contre la désinformation qui sont des domaines que la CE soutient fermement. Par ailleurs, le sujet reflétera la crise actuelle des réfugiés et son impact sur la vaccination dite de routine ou les défis futurs, tels que l'expansion des zones de maladie dans le contexte du changement climatique. Sur la question de la vaccination, la présidence tchèque prévoit d'adopter les conclusions du Conseil et d'organiser une conférence.

La présidence tchèque se concentrera également sur la négociation du traité sur la prévention des pandémies et les amendements au Règlement sanitaire international (2005) dans le cadre du renforcement du rôle de l'UE dans le domaine de la santé au niveau international. Dans le même temps, la présidence tchèque considère comme cruciale la proposition et les discussions sur la mise en place de mécanismes de coordination entre les groupes de diplomates de la santé travaillant à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève et au sein de l'UE à Bruxelles, afin de garantir un échange efficace d'informations en temps réel. Il s'agit d'une initiative pluriannuelle lancée par la présidence finlandaise et engagée par plusieurs présidences jusqu'à la suédoise. La préparation de la stratégie révisée de l'UE pour la santé mondiale aura également lieu pendant la présidence tchèque. Les sujets liés à la révision de la législation sur le sang, les tissus et les cellules humaines seront également abordés, pour lesquels un rapport d'étape sera présenté.

La conclusion de la présidence tchèque concernera la législation sur les médicaments. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière de médicaments, une révision générale de la réglementation dite des redevances de l'Agence européenne des médicaments (EMA) est en cours de préparation. La présidence tchèque entamera les discussions sur la réglementation et présentera ensuite un rapport d'étape. Une révision de la proposition de règlement établissant les procédures communautaires d'autorisation et de surveillance des médicaments à usage humain et instituant EMA, une révision du code communautaire des médicaments à usage humain ou la révision du règlement sur les médicaments orphelins et le règlement sur les médicaments à usage pédiatrique sont également

prévues s. La présidence tchèque prévoit une réunion d'introduction au niveau de travail du Conseil, et cela également pour souligner que les maladies rares sont depuis longtemps un sujet prioritaire pour la République tchèque. Une conférence sur les maladies rares sera également organisée.

EU2022.CZ

Conseil « environnement » (ENV)

L'ordre du jour du Conseil « Environnement » est largement influencé par l'étude d'un grand nombre de documents législatifs et non législatifs publiés ou en cours de publication par la CE à la suite du Pacte vert pour l'Europe visant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, à tendre vers une pollution zéro dans certains domaines de l'environnementaux et à s'orienter vers une économie circulaire. Dans le domaine des négociations internationales, la présidence tchèque sera impliquée dans un certain nombre d'événements multilatéraux, dont la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 27), sur laquelle la République tchèque, en tant que pays de la présidence, va activement participer aux préparatifs et à son déroulement, et va également coordonner la position de l'UE.

La priorité absolue de CZ PRES dans le domaine de l'environnement et du climat sera de faire progresser au maximum le trilogue sur le paquet de propositions législatives Fit for 55, qui vise à garantir que l'objectif convenu de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % à l'horizon 2030 soit atteint. Il s'agit notamment de la révision de la directive EU ETS sur l'échange de quotas d'émission et de la décision sur la réserve de stabilisation du marché (MSR), la révision du règlement sur la répartition de l'effort (RRE), la révision du règlement UTCATF (utilisation des terres et foresterie) et la révision du règlement fixant des limites de CO2 pour les voitures particulières neuves et les véhicules utilitaires légers. Concernant le dernier règlement, la présidence tchèque entamera des négociations sous le format de trilogues et tentera de négocier un accord politique aussi proche que possible du compromis négocié au niveau du Conseil, permettant, entre autres, une révision en 2026, en fonction des développements technologiques et des impacts sociaux, sur la vente de voitures utilisant des carburants alternatifs durables après 2035.

Le paquet Fit for 55 comprend également une proposition de fonds social pour le climat, liée à la proposition d'étendre le SEQE-UE aux bâtiments et au transport routier. Pendant la présidence tchèque, ces propositions du paquet FF55 seront en phase de trilogue et la présidence tchèque sera chargée de trouver un accord avec le PE. Les progrès réalisés dans les négociations du paquet Fit for 55 sont importants pour réduire rapidement la dépendance de l'UE vis-à-vis des importations de matières premières énergétiques en

provenance de la Fédération de Russie dans le cadre du paquet REPowerEU. En avril 2022, la CE a également publié une proposition de révision du règlement sur les gaz à effet de serre fluorés et une révision du règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone, dans le cadre desquels la présidence tchèque suivra activement les résultats de la présidence française.

Au-delà du cadre des discussions sur les propositions législatives, la présidence tchèque prévoit de mettre en avant le thème de l'adaptation au changement climatique et les activités pendant la présidence tchèque feront ainsi suite à la nouvelle stratégie d'adaptation de l'UE de février 2021. La présidence tchèque a l'intention de lier ce sujet à la nouvelle stratégie de l'UE pour la protection des sols de novembre 2021.

Dans le domaine des négociations internationales, la coordination de la position de l'UE et de ses États Membres à la conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à l'Accord de Paris sera essentielle, tout comme la coordination et la prise de parole au nom de l'UE dans les négociations préparatoires et lors de la COP 27.

La transition vers une économie circulaire figure également parmi les priorités de la présidence tchèque. Dans la phase la plus avancée des négociations, un projet de règlement sur les piles et les piles usagées sera discuté dans le cadre duquel la présidence tchèque tentera de faire avancer au maximum les négociations vers un accord politique entre le PE et le Conseil. Une autre proposition déjà en cours de discussions est la proposition de règlement sur les transferts de déchets qui visera à faire avancer les négociations afin de contribuer à trouver un accord entre les États membres.

Dans le domaine de la protection de la biodiversité, la présidence tchèque lancera les discussions sur la proposition législative pour consacrer les objectifs de restauration de la nature et lancera les trialogues avec le Parlement européen sur la proposition sur les matières premières et les produits impliqués dans la déforestation et la dégradation des forêts, deux éléments très importants du point de vue de la présidence tchèque. La coordination de l'agenda international relatif à la protection de la biodiversité et de la biosécurité sera également cruciale, en particulier la préparation et l'approbation de la position de l'UE lors de la 15e réunion de la Conférence des Parties (COP 15)

à la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui doit adopter un nouveau cadre mondial pour la protection de la biodiversité.

La présidence tchèque juge également très important d'entamer des discussions sur la prochaine révision de la directive sur la qualité de l'air. De plus, la présidence tchèque avancera dans la négociation de la proposition de révision de la directive sur les émissions industrielles et commencera à discuter d'autres propositions dans le domaine de la protection de l'eau, des déchets d'emballages ou des produits chimiques si elles sont publiées en temps utile.

Au cours du second semestre 2022, en plus des organes décisionnels susmentionnés d'un certain nombre d'autres traités internationaux auront lieu, tels que le Protocole de Montréal, la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES COP19), les conventions régionales de la CEE-ONU, telles que la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance entre autres. Parallèlement, le processus de la 9e Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe aura lieu à la CEE-ONU au mois d'octobre. Le processus de négociation d'un nouvel accord mondial juridiquement contraignant sur les plastiques a également été lancé.

EU2022.CZ

Conseil éducation, jeunesse, culture et sport (CEJS)

ÉDUCATION, JEUNESSE ET SPORT

La présidence tchèque mettra l'accent sur le bien-être dans l'éducation numérique et discutera des Recommandations du Conseil sur les voies de la réussite scolaire. Dans le domaine de la jeunesse, elle abordera la problématique de la solidarité intergénérationnelle. Le thème du sport ciblera les infrastructures sportives durables et accessibles. L'Année européenne de la jeunesse 2022, la situation politique internationale ainsi que les conséquences de la pandémie seront reflétées horizontalement dans tous les agendas.

La priorité dans le domaine de l'éducation est le thème du bien-être dans l'éducation numérique. L'intention est d'ouvrir une discussion sur la mise en place des conditions de l'éducation numérique afin que ses aspects positifs soient soutenus et qu'elle soit sûre, efficace et respectueuse des besoins des élèves. Les conclusions du Conseil seront présentées pour discussion et adoption et seront réalisées en synergie avec d'autres recommandations du Conseil dans le domaine de l'éducation numérique dont la publication est prévue au dernier trimestre 2022.

Les Recommandations du Conseil sur les voies de la réussite scolaire, qui devraient être publiées en juin 2022, seront également discutée et adoptée au cours de la présidence tchèque. Ces dernières se concentreront sur les compétences de base, l'augmentation du nombre de jeunes ayant terminé un enseignement secondaire et la réduction du nombre de décrochages scolaires qui sont des questions essentielles pour le développement futur de l'Espace européen de l'éducation.

Dans le domaine de la jeunesse, le thème de la solidarité intergénérationnelle et de la justice dans les politiques de la jeunesse et le travail avec la jeunesse est une priorité, sur laquelle les conclusions du Conseil seront discutées et approuvées. L'objectif de cette démarche est également de renforcer le dialogue et la solidarité intergénérationnels en réponse à la pandémie, à l'agression russe en Ukraine ainsi qu'à d'autres défis socio-économiques.

Le 9e cycle du dialogue de l'UE avec la jeunesse, que la République tchèque mène avec la France et la Suède, se concentre également sur ces objectifs susmentionnés. La présidence tchèque se concentrera principalement sur la partie mise en œuvre du cycle. Au-delà du Conseil de

l'UE, la présidence tchèque soutiendra activement l'Année européenne de la jeunesse 2022 et, à cet égard, elle organisera une conférence au mois de décembre 2022 avec la CE et le PE dont l'objectif est d'assurer un héritage de cette Année européenne de la jeunesse.

L'objectif de la présidence tchèque dans le domaine du sport est la problématique des infrastructures sportives durables et accessibles. Les conclusions du Conseil dans ce domaine seront présentées pour discussion et adoption. Le thème sera également abordé lors d'une conférence professionnelle et d'une réunion des directeurs des services de sport. Un autre domaine de discussion est « Le sport comme cadre pour promouvoir la tolérance, la solidarité, l'inclusion et d'autres valeurs sportives et européennes ». L'objectif de la présidence tchèque est d'ouvrir la question de la place des sportifs et de leur rôle dans le débat sur les valeurs dans la société.

CULTURE ET AUDIOVISION

Dans le domaine de la culture, la présidence tchèque élaborera un Plan de travail pour la culture 2023-2026 et, dans la partie audiovisuel, elle entamera une discussion sur la prochaine proposition législative visant à renforcer la liberté et le pluralisme des médias sur le marché des médias (Media Freedom Act).

Au cours de la présidence tchèque, le « Plan de travail pour la culture 2018-2022 » va arriver à sa fin. La présidence tchèque se concentrera sur l'achèvement des négociations et l'approbation finale du nouveau « Plan de travail pour la culture 2023-2026 » (PT) qui devrait fait suite au précédent plan, tout en ajoutant une dimension plus stratégique et en tenant compte de la valeur ajoutée de la culture. Le PT devrait renforcer le lien entre les présidences et assurer des synergies avec le programme Europe créative 2021-2027. Son contenu découle en partie d'une évaluation des plans et priorités existants dans différents États membres. La présidence tchèque œuvrera pour poursuivre sa priorité concernant le statut d'artiste, en tenant compte de la question de la durabilité (également en relation avec l'initiative du Nouveau Bauhaus européen) et du patrimoine culturel.

La numérisation et les industries culturelles et créatives représentent des enjeux horizontaux importants. Compte tenu des développements actuels en Ukraine, ce sujet doit être reflété dans les activités prévues, par exemple dans les relations extérieures, et en même temps offrir un soutien adéquat aux acteurs des secteurs culturels et créatifs qui ont dû

quitter leur domicile et leur travail. L'une des priorités est également la protection du patrimoine culturel. Au lendemain immédiat de l'agression russe, il est nécessaire d'offrir une aide professionnelle et financière appropriée à l'Ukraine. Par exemple, des équipes multidisciplinaires complétées par des bénévoles au sein de l'initiative New European Bauhaus pourraient représenter une solution.

Un autre thème clé de la présidence tchèque au sein de ce Conseil sera la « Créativité : la base de la compétitivité et du développement de la jeune génération dans le domaine de la culture » qui est un aspect important du développement futur de ce domaine et reste lié au développement de la jeune génération, son emploi, sa compétitivité et la création d'emplois.

Dans le domaine de l'audiovisuel, un projet d'initiative législative, la Loi européenne sur la liberté des médias (European Media Freedom Act), devrait être publié au cours de la présidence tchèque qui se concentrera sur le renforcement de la liberté et du pluralisme des médias sur le marché des médias. La présidence tchèque se concentrera sur la coopération des organismes de réglementation et la possibilité d'avoir recours aux mécanismes d'autorégulation. Une coopération transfrontalière efficace est un élément clé pour promouvoir les objectifs fixés par une législation harmonisée, en particulier pour les grands services mondiaux. Cela s'applique également à l'introduction et à l'application de leurs propres mesures d'autorégulation directement par les prestataires de services, par exemple pour la protection des mineurs.

EU2022.CZ